

SIXTON HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le neuf septembre.

Par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de son confrère empêché, Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville, lequel dernier restera dépositaire de l'acte.

Ont comparu:

1. La société de droit luxembourgeois dénommée SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 13.859,

représentée par Monsieur Federico Franzina, sous-directeur de banque, demeurant à Luxembourg, et Madame Emanuela Brero, chef de service, demeurant à Luxembourg.

2. La société de droit italien dénommée P3 SRL, avec siège social à Ronchi di Villa Franca Padovana (I), ici représentée par la SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 13.859,

représentée par Monsieur Federico Franzina, sous-directeur de banque, demeurant à Luxembourg, et Madame Emanuela Brero, chef de service, demeurant à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 8 septembre 1998,

laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par les comparants et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes une société luxembourgeoise, sous forme de société anonyme. Elle existera sous la dénomination de SIXTON HOLDING S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre public, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et publiée selon les modalités légales en vigueur dans le pays dans lequel le siège aura été transféré, par l'un des organes exécutifs de la société, ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous les titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant notamment avec ou sans garantie et en toutes monnaies, par la voie d'émissions d'obligations qui pourront également être convertibles et/ou subordonnées et de bons et en accordant des prêts ou garanties à des sociétés dans lesquelles elle aura pris des intérêts, en restant, tant pour les prêts qu'en général pour toutes ses opérations, dans les limites tracées par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modification de statuts.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à un cent cinquante mille US dollars (USD 150.000,-), représenté par mille cinq cents (1.500) actions d'une valeur nominale cent US dollars (USD 100,-) chacune, entièrement libérées.

Toutes les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Le capital autorisé est fixé à cinq cent mille US dollars (USD 500.000,-), représenté par cinq mille (5.000) actions d'une valeur nominale cent US dollars (USD 100,-) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Le Conseil d'Administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 9 septembre 2003 à augmenter en temps qu'il appartiendra le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé.

Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés de réserves disponibles ou de primes d'émission, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera à considérer comme automatiquement adapté à la modification intervenue.

Art. 6. La société ne reconnaît qu'un titulaire par titre. Si le titre appartient à plusieurs personnes ou s'il est grevé d'un usufruit ou d'un gage, la société a la faculté de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant, à son égard, titulaire de ces droits.

Art. 7. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, et engagée par la signature conjointe de deux administrateurs.

Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non.

Les administrateurs et commissaires sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat et peut les révoquer en tout temps. Ils sont rééligibles.

Les mandats ne peuvent, sauf réélection, excéder une durée de six années. Ils prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de l'année de leur expiration.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur nommé par l'assemblée, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale procède à l'élection définitive lors de sa première réunion.

Art. 8. Le conseil d'administration élit un président parmi ses membres. Il peut élire un ou plusieurs vice-présidents. En cas d'empêchement du président ou d'un vice-président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents le remplace.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou d'un vice-président, ou de deux administrateurs.

Les réunions ont lieu à l'endroit, au jour et à l'heure désignés dans les avis de convocation.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si cinquante pour cent au moins de ses membres participent à la délibération en votant personnellement, par mandataire, par écrit, par télégramme, télex ou télécopie. Le mandat ne peut être donné qu'à un autre administrateur. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Art. 10. Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux signés par deux administrateurs.

Art. 11. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale, par la loi ou par les présents statuts, est de sa compétence.

Il peut notamment et sans que la désignation qui va suivre soit limitative, faire et conclure tous contrats et actes nécessaires à l'exécution de toutes entreprises ou opérations qui intéressent la société, décider de tous apports, cessions, souscriptions, associations, participations et interventions financières, relatifs auxdites opérations, encaisser toutes sommes dues appartenant à la société, en donner valable quittance, faire et autoriser tous retraits, transferts et aliénations de fonds, de rentes, de créances ou de valeurs appartenant à la société.

Il peut prêter ou emprunter à court ou à long terme, même au moyen d'émissions d'obligations avec ou sans garantie; ces obligations pourront, sur autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, être converties en actions.

Art. 12. Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs, en ce qui concerne la gestion journalière, soit à un comité directeur formé ou non de membres choisis en son sein, soit à un ou plusieurs administrateurs, directeurs ou autres agents, qui peuvent ne pas être actionnaires de la société.

Le conseil fixe les conditions d'exercice de ces pouvoirs par des signataires accrédités par lui, ainsi que les rémunérations spéciales attachées à ces délégations. Lorsque la délégation est faite à un membre du conseil, l'autorisation préalable de l'assemblée générale est requise.

Le conseil peut également conférer tous pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs mandataires de son choix, administrateurs ou non.

Art. 13. Les assemblées générales autres que l'assemblée générale ordinaire se tiennent soit au siège social, soit en tout autre lieu indiqué dans la convocation faite par le conseil d'administration.

L'ordre du jour des assemblées générales ordinaires est arrêté par le conseil. L'ordre du jour devra être indiqué dans les convocations.

Les assemblées générales ordinaires annuelles et les assemblées générales ordinaires convoquées extraordinairement prennent leurs décisions à la majorité des membres présents ou représentés.

Art. 14. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux et d'exploitation, des charges sociales et des amortissements nécessaires, constitue le bénéfice de la société.

Sur le bénéfice net ainsi déterminé, il est prélevé cinq pour cent pour être affecté à la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve aura atteint le dixième du capital.

L'affectation à donner au solde du bénéfice sera déterminée annuellement sur proposition du conseil d'administration par l'assemblée générale ordinaire.

Cette affectation peut comporter la distribution de dividendes, la création ou l'alimentation de fonds de réserve, de provision, le report à nouveau, ainsi que l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

Les dividendes éventuellement attribués sont payés aux endroits et aux époques déterminés par le conseil d'administration. L'assemblée générale peut autoriser le conseil d'administration à payer les dividendes en toute autre monnaie que celle dans laquelle le bilan est dressé et à déterminer souverainement le taux de conversion du dividende dans la monnaie du paiement effectif.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale entend les rapports des administrateurs et des commissaires et discute le bilan.

Après l'adoption du bilan, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fautive dissimulant la situation réelle de la société, et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Art. 17. L'assemblée générale extraordinaire peut, sur la proposition du conseil d'administration, modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Les convocations sont faites dans les formes prescrites pour les assemblées générales ordinaires.

Les assemblées générales extraordinaires sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles soient composées d'un nombre d'actionnaires ou de mandataires spéciaux d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées et le cas échéant, le texte de celles qui touchent à l'objet ou à la forme de la société.

Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée par le conseil d'administration, dans les mêmes formes statutaires; cette convocation reproduit l'ordre du jour en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée.

La seconde assemblée délibère valablement, quel que soit le quorum de présence.

Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Art. 18. Les assemblées générales, tant ordinaires qu'extraordinaires peuvent se réunir et statuer valablement, même sans convocation préalable, chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils consentent à délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour.

Art. 19. A tout moment, l'assemblée générale extraordinaire peut, sur la proposition du conseil d'administration, prononcer la dissolution de la société. En cas de dissolution de la société, l'assemblée générale extraordinaire règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs ayant pour mission de réaliser tout l'actif mobilier et immobilier de la société et d'éteindre le passif.

Sur l'actif net provenant de la liquidation après extinction du passif, il sera prélevé une somme nécessaire pour rembourser le montant libéré et non amorti des actions; quant au solde, il sera réparti au prorata entre toutes les actions.

Art. 20. L'année sociale commence le premier jour du mois de janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Art. 21. L'assemblée générale annuelle se réunira de plein droit dans la commune du siège social, le 31 mars de chaque année à 11.30 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée aura lieu le premier jour ouvrable bancaire suivant, à la même heure.

Art. 22. Chaque année, le conseil d'administration dressera l'inventaire et le compte de profits et pertes. Les amortissements nécessaires devront être faits.

Art. 23. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

La première assemblée générale des actionnaires se tiendra le 31 mars 2000 à 11.30 heures.

A titre de disposition transitoire aux dispositions de l'article huit, le premier président du conseil d'administration est nommé par l'assemblée générale des actionnaires se tenant immédiatement après la constitution.

A titre de dérogation transitoire aux dispositions de l'article vingt, le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 1999.

A titre de dérogation transitoire à l'article vingt-deux, le conseil d'administration dressera l'inventaire et le compte de profits pour la première fois en 2000.

Souscription - Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été établis, les comparants déclarent souscrire à toutes les actions représentant l'intégralité du capital social, comme suit:

la SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, préqualifiée, mille cinquante actions	1.050
la société P3 SRL, préqualifiée, quatre cent cinquante actions	450
Total: mille cinq cents actions	1.500

Toutes ces actions ont été libérées intégralement par des versements en espèces, de sorte que la somme de cent cinquante mille US dollars (USD 150.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, au moyen d'un certificat bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration - Frais - Evaluation

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié les conditions prévues par l'article vingt-six de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant, au moins approximatif, des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué approximativement à LUF 110.000,-.

Pour les besoins de l'enregistrement le capital souscrit est évalué à LUF 5.358.000,-.

Assemblée Générale Extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

I. Le nombre des administrateurs est fixé à quatre (4) et celui des commissaires à un (1)

II. Le mandat des administrateurs est gratuit. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:

- a) Monsieur Gustave Stoffel, employé privé, demeurant à Luxembourg, Président.
- b) Monsieur Federico Franzina, employé privé, demeurant à Luxembourg, Administrateur.
- c) Monsieur Gian Luca Pozzi, employé privé, demeurant à Luxembourg, Administrateur
- d) Madame Maryse Santini, employée privée, demeurant à Luxembourg, Administrateur.

III. La durée du mandat des administrateurs est fixée à un (1) an et prendra fin lors de l'assemblée générale à tenir en 2000 statuant sur le premier exercice.

IV. A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes: la FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG, ayant son siège social au 21, rue Glesener, L-1631 Luxembourg.

V. La durée du mandat du commissaire aux comptes est fixée à un (1) an et prendra fin lors de l'assemblée générale à tenir en 2000, statuant sur le premier exercice.

L'assemblée autorise le conseil d'administration à déléguer les pouvoirs de la gestion journalière à un ou plusieurs de ses membres.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: F. Franzina, E. Brero, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 10 septembre 1998, vol. 110S, fol. 79, case 2. – Reçu 52.755 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 1998.

J. Delvaux.

(39413/208/226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 1998.

WELCOME INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

—
STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le onze septembre.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

Ont comparu:

1.- FIDUINVEST S.A., société anonyme, avec siège social à Lugano, Suisse
ici représentée par Monsieur Riccardo Moraldi, employé privé, demeurant à Luxembourg
spécialement mandaté à cet effet par procuration
en date du 10 septembre 1998

2.- Monsieur Henri Grisius, lic. en sc. écon. appl., demeurant à Luxembourg,
ici représenté par Monsieur John Seil, licencié en sciences économiques appl., demeurant à Contern
spécialement mandaté à cet effet par procuration
en date du 26 août 1998

3.- Monsieur John Seil, lic. en sc. écon. appl., demeurant à Contern.

Les prédites procurations, paraphées ne varietur par tous les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes avec lesquelles elles seront soumises à la formalité de l'enregistrement.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient par la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de WELCOME INVEST S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circon-

stances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent, en restant toutefois dans les limites de la loi du trente et un juillet mil neuf cent vingt-neuf sur les sociétés holding et de l'article 209 des lois modifiées sur les sociétés commerciales.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à FRF 1.000.000,- (un million de francs français), représenté par 1.000 (mille) actions d'une valeur nominale de FRF 1.000,- (mille francs français) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de FRF 100.000.000,- (cent millions de francs français) qui sera représenté par 100.000 (cent mille) actions d'une valeur nominale de FRF 1.000,- (mille francs français) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 11 septembre 2003, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou télécopie, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le troisième vendredi du mois de juin à 11.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 1999. La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2000.

Les premiers administrateurs et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Par dérogation à l'article 7 des statuts, le premier président du conseil d'administration est désigné par l'assemblée générale extraordinaire désignant le premier conseil d'administration de la société.

Souscription et paiement

Les actions ont été souscrites comme suit par:

Souscripteurs	Nombre d'actions	Montant souscrit et libéré en FR
1) FIDUINVEST S.A.	998	998.000
2) M. Henri Grisius	1	1.000
3) M. John Seil	1	1.000
Totaux:	1.000	1.000.000

Les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de FRF 1.000.000,- se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

La preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné qui le reconnaît.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais - Evaluation

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ 120.664,- LUF.

Le capital social est évalué à 6.152.000,- LUF

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, ès qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois.

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur le premier exercice:

- 1) Monsieur Thierry Fleming, lic. en sc. com. et fin., demeurant à Mamer;
- 2) Monsieur Henri Grisius, lic. en sc. écon. appl., demeurant à Luxembourg;
- 3) Monsieur John Seil, lic. en sc. écon. appl., demeurant à Contern.

L'assemblée générale extraordinaire nomme Monsieur John Seil aux fonctions de président du conseil d'administration.

Deuxième résolution

Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur le premier exercice: AUDIEX S.A., société anonyme, ayant son siège à Luxembourg.

Troisième résolution

Le siège social de la société est fixé au 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. Moraldi, J. Seil, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 1998, vol. 110S, fol. 84, case 2. – Reçu 61.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 1998.

J. Delvaux.

(39415/208/208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 1998.

SKY EYE EUROPE S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2763 Luxembourg, 38-40, rue Zithe.

—
STATUTES

In the year one thousand nine hundred and ninety-eight, on the fourth of September.

Before the undersigned Maître Frank Baden, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

1) SKY EYE RAILWAY SERVICES INTERNATIONAL INC., a company incorporated under the laws of Barbados, with registered office at Warrens, St. Michael, Barbados, duly represented by Mr Gabriel Bleser, Maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Montreal, on July 29, 1998.

2) COMTEC SYSTEMS A.G., a company incorporated under the laws of Switzerland, with registered office at 19, alte Steinhäuserstrasse, CH-6330 Cham, Switzerland,

duly represented by Mr Gabriel Bleser, previously named, by virtue of a proxy given in Switzerland, on July 31st, 1998.

Which proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder and the undersigned notary, shall remain attached to this document in order to be registered therewith.

Such appearing parties have drawn up the following Articles of Incorporation of a public limited company which they declare organised among themselves.

I.- Name, Duration, Object, Registered Office

Art. 1. There is hereby established a corporation in the form of a société anonyme under the name of SKY EYE EUROPE S.A.

Art. 2. The corporation is established for an unlimited duration.

Art. 3. The object of the corporation is to develop, buy or acquire, import, export, distribute and sell communicative systems, hardware, software and services.

The foregoing products and activities will be interpreted as example only and not as a limitation, and nothing therein shall be deemed as prohibiting the corporation from extending its activities to any related or otherwise permissible lawful business purpose which may become necessary, profitable or desirable for the furtherance of the corporate objectives expressed above.

The further object of the corporation is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind, and the administration, control and development of its portfolio.

The corporation may carry out any commercial, industrial or financial operation which it may deem useful in accomplishment of its purposes.

Art. 4. The registered office of the corporation is established in Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

II.- Share Capital, Shares

Art. 5. The subscribed capital is set at five hundred thousand Swiss Francs (CHF 500,000.-) consisting of fifty thousand (50,000) registered shares without a par value.

The authorised capital is fixed at one million Swiss Francs (CHF 1,000,000.-) consisting of one hundred thousand (100,000) registered shares without a par value. During the period of five years, from the date of the publication of these Articles of Incorporation, the directors be and are hereby authorized to issue shares and to grant options to subscribe for shares, to such persons and on such terms as they shall see fit and specifically to proceed to such issue without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares issued.

The subscribed capital and the authorized capital of the corporation may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

The corporation may, to the extent and under terms permitted by law, redeem its own shares.

Art. 6. The shares of the corporation are in registered form.

A register of registered shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register will contain all the information required by article thirty-nine of the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies, as amended. Ownership of the registered shares will be established by inscription in the said register. Certificates of these inscriptions will be taken from a counterfoil register and signed by two directors.

The corporation will recognise only one holder per share; in case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will have to name a unique proxy to represent the share in relation to the corporation. The corporation has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the corporation.

III.- General Meetings of Shareholders

Art. 7. Any regularly constituted meeting of shareholders of the corporation shall represent the entire body of shareholders of the corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the corporation.

The general meeting is convened by the board of directors.

It may also be convoked by request of shareholders representing at least one fifth of the corporation's share capital.

Art. 8. The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the second Monday in June at 2.00 p.m. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the corporation, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or facsimile.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders. If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

IV.- Board of Directors

Art. 9. The corporation shall be managed by a board of directors composed of three members at least who need not be shareholders of the corporation. The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six years.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause by a general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the applicable legal prescriptions.

Art. 10. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the board of directors, but in his absence, the shareholders or the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four hours at least in advance of the date foreseen for the meeting except in case of emergency in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another director as his proxy. A director may represent more than one of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors.

The board of directors may, unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 11. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two directors. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two directors.

Art. 12. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the corporation's interests. All powers not expressly reserved by law to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

The daily management of the corporation as well as the representation of the corporation in relation with this management shall be delegated according to article sixty of the Law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended to one or more directors, officers, managers or other agents, associate or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors. The delegation to a member of the board of directors is submitted to prior authorisation of the general meeting of shareholders.

The corporation may also grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 13. The corporation will be bound by the joint signature of two directors or the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors.

V.- Supervision of the corporation

Art. 14. The operations of the corporation shall be supervised by one or several statutory auditors, which may be shareholders or not. The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditors and shall determine their number, remuneration and term of office which may not exceed six years.

VI.- Accounting year, Balance

Art. 15. The accounting year of the corporation shall begin on January first of each year and shall terminate on December 31st.

Art. 16. From the annual net profits of the corporation, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the corporation as stated in article 5 hereof.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

Interim dividends may be distributed by observing the terms and conditions foreseen by law.

VII.- Liquidation

Art. 17. In the event of dissolution of the corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

VIII.- Amendment of the articles of Incorporation

Art. 18. The present Articles of Incorporation may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the conditions of quorum and majority foreseen in article 67-1 of the law of August 10, 1915 on companies and amendments thereto.

IX.- Final dispositions - Applicable law

Art. 19. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on companies and amendments thereto.

Transitional dispositions

- 1) The first accounting year shall begin on the date of the formation of the corporation and shall terminate on December 31st, 1999.
- 2) The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2000.

Subscription and payment

The subscribers have subscribed and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

1) SKY EYE RAILWAY SERVICES INTERNATIONAL INC.: forty thousand shares	40,000
2) COMTEC SYSTEMS A.G.: ten thousand shares	10,000
Total: fifty thousand shares	<u>50,000</u>

The subscribed shares have been paid in to the extent of five Swiss Francs (CHF 5.-) per share so that the amount of two hundred and fifty thousand Swiss Francs (CHF 250,000.-) is as of now available to the corporation, as it has been justified to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares that the conditions enumerated in article twenty-six of the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies, as amended, have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the corporation as a result of its formation are estimated at approximately two hundred and thirty thousand francs (230,000.-).

General meeting of shareholders

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote.

1. The number of directors is fixed at six and the number of the statutory auditors at one.
2. The following persons are appointed directors:
 - a) Mr Georges L. Lebeau, business man, residing at 13 Rebenstrasse, CH-6312 Steinhausen, Switzerland.
 - b) Mr Rolf Jost, engineer, residing at Juraweg 3, CH-4655 Stüsslingen, Switzerland.
 - c) Mr Robert B. Winsor, business man, residing at 3493 Atwater, Montreal, Quebec H3H 1 Y2,
 - d) Mr Robert Briscoe, business man, residing at 4175 St. Catherine St. West, Montreal, Quebec H3Z 3C9.
 - e) Ms. Avril Hutson, executive assistant, residing at «Beyond the Blue», Paradise Beach, St. Michael, Barbados.
 - f) Mr Geoffrey D.V. Salter, business man, residing at «Coralita», Prospect, St. James, Barbados.
3. The following person is appointed statutory auditor:
DELOITTE & TOUCHE, S.à r.l., with registered office in L-8009 Strassen, 3, route d'Arlon
4. The term of office of the directors and of the statutory auditor shall end at the general meeting called to approve the annual accounts of the accounting year 1998-1999.
5. The address of the corporation is set at 38-40, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg.
6. The general meeting, according to article sixty of the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies, as amended, authorises the board of directors to delegate the daily management of the corporation as well as the representation of the corporation in relation with this management to any of its members.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the German texts, the English version will be prevailing.

The document having been read to the appearing persons, the said persons appearing signed together with the notary, the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre neunzehnhundertachtundneunzig, den vierten September.
Vor dem unterzeichneten Notar Frank Baden, mit Amtssitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

- 1) SKY EYE RAILWAY SERVICES INTERNATIONAL INC. eine Gesellschaft nach dem Recht von Barbados, mit Sitz in Warrens, St. Michael, Barbados,
vertreten durch Herrn Gabriel Bleser, Maître en droit, wohnhaft in Luxemburg, gemäss privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Montreal, am 29. Juli 1998.

2) COMTEC SYSTEMS A.G., eine Gesellschaft nach Schweizer Recht, mit Sitz in 19, alte Steinhauserstrasse, CH-6330 Cham, Schweiz,

vertreten durch Herrn Gabriel Bleser, vorgeannt, gemäss privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in der Schweiz, am 31. Juli 1998.

Die Vollmachten bleiben nach Unterzeichnung ne varietur durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Erschienenen ersuchen den unterzeichneten Notar, die Satzung einer Aktiengesellschaft, die sie hiermit gründen, wie folgt zu beurkunden.

I.- Name, Sitz, Dauer und Zweck

Art. 1. Unter der Bezeichnung SKY EYE EUROPE S.A. wird hiermit eine Aktiengesellschaft gegründet.

Art. 2. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 3. Der Zweck der Gesellschaft besteht in der Entwicklung, dem Ankauf oder dem In- und Export, dem Vertrieb und Verkauf von Kommunikationssystemen, Hard- und Software und Dienstleistungen.

Die vorbeschriebenen Produkte und Tätigkeiten verstehen sich als Beispiele und nicht als abschliessende Aufzählung; die Gesellschaft ist berechtigt, ihre Tätigkeiten auf weitere verwandte gesetzliche zugelassene Produkte auszuweiten, soweit diese für die Erreichung des oben beschriebenen Gesellschaftszwecks notwendig, gewinnbringend oder sinnvoll erscheinen.

Die Gesellschaft hat weiterhin als Zweck den Erwerb von Beteiligungen jedweder Art, an anderen luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften sowie jede Form der Investition, den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder in jeder sonstigen Art und Weise, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Art und Weise von Sicherheiten jeder Art sowie die Verwaltung, Überwachung und Weiterführung dieser Beteiligungen.

Grundsätzlich kann die Gesellschaft jegliche kommerzielle, industrielle oder finanzielle Tätigkeiten ausüben, die zur Erfüllung ihres Gesellschaftszweckes und der Ziele der Gesellschaft nützlich erscheinen.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können jederzeit Filialen oder Geschäftsstellen sowohl im Grossherzogtum Luxemburg als auch im Ausland gegründet werden.

Falls durch aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Natur die Gesellschaft nach Ansicht des Verwaltungsrates in ihrer Tätigkeit am Gesellschaftssitz eingeschränkt oder der reibungslose Verkehr zwischen dem Sitz der Gesellschaft und dem Ausland behindert wird oder falls eine solche Einschränkungen oder Behinderung unmittelbar bevorsteht, kann der Sitz der Gesellschaft durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates vorübergehend bis zur völligen Normalisierung der Verhältnisse in ein anderes Land verlegt werden. Eine solche Massnahme berührt die luxemburgische Staatsangehörigkeit der Gesellschaft nicht.

II.- Kapital - Aktien

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt fünfhunderttausend Schweizer Franken (CHF 500.000,-) und ist in fünfzigtausend (50.000) Namensaktien ohne Nennwert eingeteilt.

Das genehmigte Aktienkapital beträgt eine Million Schweizer Franken (CHF 1.000.000,-) und ist in fünfhunderttausend (500.000) Namensaktienaktien ohne Nennwert eingeteilt. Der Verwaltungsrat ist während der Dauer von fünf Jahren, ab Veröffentlichung dieser Satzung, ermächtigt Aktien auszugeben und Optionen zur Zeichnung von Aktien zu gewähren, an die Personen und zu den Bedingungen, die der Verwaltungsrat beschliesst insbesondere neue Aktien auszugeben, ohne den alten Aktionären ein Vorzugsrecht bei der Zeichnung der neuen Aktien einzuräumen.

Das genehmigte und das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Hauptversammlung, entsprechend den statutarischen Erfordernissen für Satzungsänderungen, erhöht oder herabgesetzt werden.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und nach den darin festgelegten Bedingungen eigene Aktien erwerben.

Art. 6. Die Aktien sind Namensaktien.

Am Gesellschaftssitz wird ein Register der Namensaktien geführt, welches jedem Aktionär zur Einsicht offensteht. Dieses Register enthält alle Angaben, welche in Artikel neununddreissig des Gesetzes vom zehnten August neunzehnhundertfünfzehn wie abgeändert, vorgesehen sind. Das Eigentum an den Namensaktien wird durch die Eintragung in dieses Register begründet. Zertifikate, welche die Eintragung in das Register bestätigen, können ausgestellt werden; sie werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Eigentümer pro Aktie an; sollte das Recht an einer Aktie ungeteilt, abgeleitet oder streitig sein, müssen diejenigen, die das Recht an der Aktie geltend machen, einen einzigen Bevollmächtigten ernennen um die Aktie gegenüber der Gesellschaft zu vertreten. Die Gesellschaft kann die Wahrnehmung aller Rechte bezüglich dieser Aktie suspendieren, bis eine einzige Person zum Rechtsinhaber an der Aktie im Verhältnis zur Gesellschaft ernannt worden ist.

III.- Hauptversammlung der Aktionäre

Art. 7. Die ordnungsgemäss gebildete Versammlung der Aktionäre vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat jegliche Befugnis zur Anordnung, Ausführung oder Ratifizierung aller Handlungen im Hinblick auf die Geschäfte der Gesellschaft.

Die Hauptversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Fünftel des Kapitals vertreten, einberufen werden.

Art. 8. Die jährliche Hauptversammlung findet am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen, in der Einladung bestimmten Ort innerhalb der Gemeinde Luxemburgs jeweils um 14.00 Uhr am zweiten Montag des Monats Juni eines jeden Jahres oder, wenn dieser Tag auf einen Feiertag fällt, am nächsten darauffolgenden Werktag statt.

Andere Hauptversammlungen können an dem im Einberufungsschreiben bestimmten Zeitpunkt an einem beliebigen Ort einberufen werden.

Die erforderlichen Anwesenheitsquoten sowie die gesetzlich erforderlichen Fristen und die Leitung der Versammlung der Aktionäre der Gesellschaft werden im jeweiligen Einberufungsschreiben aufgeführt, soweit diese Satzung keine anderweitige Bestimmung trifft.

Jede Aktie gewährt eine Stimme. Jeder Aktionär kann sich auf der Hauptversammlung durch einen schriftlich, per Kabel, Telegramm Telex oder Telefax bevollmächtigten Dritten vertreten lassen.

Beschlüsse auf einer ordnungsgemäss einberufenen Hauptversammlung werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden und vertretenen Stimmen gefasst, sofern das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung keine anderweitige Bestimmung treffen.

Der Verwaltungsrat kann alle weiteren Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären erfüllt werden müssen, um an einer Versammlung der Aktionäre teilnehmen zu können. Sind alle Aktionäre in einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten und erklären sie, die Tagesordnung zu kennen, so kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

IV.- Verwaltungsrat

Art. 9. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, welcher aus mindestens drei Mitgliedern bestehen muss, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden von der Hauptversammlung der Aktionäre gewählt; ihre Anzahl, Bezüge und die Dauer ihres Mandates werden von der Hauptversammlung festgesetzt. Die Dauer des Mandates darf sechs Jahre nicht überschreiten.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktionäre gewählt.

Die Hauptversammlung der Aktionäre kann zu jeder Zeit und ohne Angabe von Gründen jedes Mitglied des Verwaltungsrates abberufen.

Wird die Stelle eines Mitgliedes des Verwaltungsrates durch Tod, Rücktritt oder aus einem sonstigen Grund frei unter Berechtigung des Gesetzes, so können die verbleibenden Mitglieder das freigewordene Amt vorläufig bis zur nächsten Hauptversammlung, welche die endgültige Wahl vornimmt, besetzen.

Art. 10. Der Verwaltungsrat wählt aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden bestellen. Er kann auch einen Sekretär bestellen, welcher nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und welcher für die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates und der Hauptversammlungen der Aktionäre verantwortlich zeichnet.

Der Verwaltungsrat wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei seiner Mitglieder an dem in der Einladung bestimmten Ort einberufen.

Der Vorsitzende hat den Vorsitz in jeder Hauptversammlung der Aktionäre und in den Sitzungen des Verwaltungsrates; in seiner Abwesenheit können die Hauptversammlung oder der Verwaltungsrat mit Mehrheit der Anwesenden ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates ernennen, um den Vorsitz dieser Versammlungen oder Sitzungen zeitweise zu führen.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates erhält wenigstens vierundzwanzig Stunden vor dem vorgesehenen Zeitpunkt der Sitzung ein Einberufungsschreiben, ausser im Falle einer Dringlichkeit, in welchem Falle die Natur und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben werden müssen. Auf schriftliche, durch Kabel, Telegramm, Telex, Telefax oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel gegebene Einwilligung eines jeden Mitgliedes des Verwaltungsrates, kann auf die Einberufungsschreiben verzichtet werden. Ein spezielles Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich für Sitzungen des Verwaltungsrates, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, welche von einem vorherigen Beschluss des Verwaltungsrates festgesetzt wurden.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich in der Sitzung des Verwaltungsrates aufgrund einer durch Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax erteilten Vollmacht durch ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere andere Verwaltungsratsmitglieder vertreten.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder anderer Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, vorausgesetzt, jeder Teilnehmer an der Sitzung kann alle anderen verstehen. Die Teilnahme an einer Sitzung im Wege dieser Kommunikationsmittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung.

Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen seiner auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst.

Einstimmige Beschlüsse des Verwaltungsrates können auch durch Rundschreiben mittels einer oder mehrerer schriftlicher, durch Kabel, Telegramm, Telex, Telefax oder andere Kommunikationsmittel belegter Unterlagen gefasst werden, vorausgesetzt solche Beschlüsse werden schriftlich bestätigt; die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll, das als Nachweis der Beschlussfassung gilt.

Art. 11. Die Protokolle aller Sitzungen des Verwaltungsrates werden vom Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

Art. 12. Der Verwaltungsrat ist befugt, die Gesellschaft im weitesten Sinne zu leiten und alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen vorzunehmen, welche im Interesse der Gesellschaft sind. Der Verwaltungsrat hat sämtliche Befugnisse, welche durch das Gesetz oder durch diese Satzung nicht ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind.

Die laufende Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die diesbezügliche Vertretung Dritten gegenüber können gemäss Artikel sechzig des Gesetzes vom zehnten August neunzehnhundertfünfzehn, wie abgeändert, an ein oder

mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates, leitende Angestellte, Geschäftsführer oder sonstige Vertretungsberechtigte, welche alleinzeichnungsberechtigt sein können, übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und sonstigen Befugnisse werden durch Beschluss des Verwaltungsrates geregelt. Die Übertragung an ein Verwaltungsratsmitglied muss von der Hauptversammlung vorab genehmigt werden.

Ferner kann die Gesellschaft einzelne Aufgaben der Geschäftsführung durch privatschriftliche oder beglaubigte Vollmacht übertragen.

Art. 13. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die Einzelunterschrift jeder entsprechend vom Verwaltungsrat bevollmächtigten Person verpflichtet.

V.- Überwachung

Art. 14. Die Gesellschaft unterliegt der Überwachung durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Hauptversammlung ernennt sie, bestimmt ihre Zahl und setzt ihre Vergütung und die Dauer ihres Mandates, die sechs Jahre nicht überschreiten darf, fest.

VI.- Geschäftsjahr - Bilanz

Art. 15. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 16. Es werden jährlich wenigstens fünf Prozent (5%) des Reingewinnes der Gesellschaft vorab den gesetzlichen Rücklagen zugeführt, bis diese zehn Prozent (10%) des in Artikel 5 dieser Satzung vorgesehenen Gesellschaftskapitals betragen.

Die Hauptversammlung der Aktionäre bestimmt auf Vorschlag des Verwaltungsrates über die Verwendung des restlichen Betrages des Reingewinns.

Der Verwaltungsrat kann im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen Vorschussdividenden ausschütten.

VII.- Auflösung der Gesellschaft

Art. 17. Wird die Gesellschaft durch Beschluss der Hauptversammlung aufgelöst, so wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, welche natürliche oder juristische Personen sein können, durchgeführt, welche von der Hauptversammlung ernannt und deren Vergütungen von der Hauptversammlung festgesetzt werden.

VIII.- Satzungsänderung

Art. 18. Die gegenwärtige Satzung kann von einer Hauptversammlung der Aktionäre geändert werden, vorausgesetzt die Anwesenheits- und Mehrheitsquoten gemäss Artikel siebenundsechzigens des Gesetzes vom zehnten August neunzehnhundertfünfzehn sind gewahrt.

VI.- Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 19. Für sämtliche Fragen, welche durch diese Satzung nicht geregelt sind, gilt das Gesetz vom zehnten August neunzehnhundertfünfzehn, wie abgeändert.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung und endet am 31. Dezember 1999.
- 2) Die erste jährliche Hauptversammlung wird im Kalenderjahr 2000 stattfinden.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach erfolgter Feststellung der Satzung erklären die Erschienenen, die hunderttausend Aktien wie folgt zu zeichnen:

1) SKY EYE RAILWAY SERVICES INTERNATIONAL INC.: vierzigtausend Aktien	40.000
2) COMTEC SYSTEMS A.G.: zehntausend Aktien	10.000
Insgesamt: fünfzigtausend Aktien	50.000

Sämtliche Aktien wurden bis zur Summe von fünf Schweizer Franken (CHF 5,-) pro Aktie eingezahlt, demgemäss verfügt die Gesellschaft ab sofort uneingeschränkt über einen Betrag von zweihundertfünfzigtausend Schweizer Franken (CHF 250.000,-), wie dies dem Notar nachgewiesen wurde.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren und Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf ungefähr zweihundertdreissigtausend Franken (230.000,-).

Ausserordentliche Hauptversammlung

Sodann haben die Erschienenen sich zu einer ausserordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordentlich einberufen erklären, zusammengefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1.- Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf sechs festgelegt. Die Zahl der Rechnungsprüfer wird auf einen festgelegt.

2.- Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

- a) Herr Georges L. Lebeau, Geschäftsmann, wohnhaft in Rebenstrasse 13, CH-6312 Steinhausen, Schweiz.
- b) Herr Rolf Jost, engineer, wohnhaft in Juraweg 3, CH-4655 Stüsslingen, Schweiz.
- c) Herr Robert B. Winsor, Geschäftsmann, wohnhaft in 3493 Atwater, Montreal, Quebec H3H 1 Y2.
- d) Herr Robert Briscoe, Geschäftsmann, wohnhaft in 4175 St. Catherine St. West, Montreal, Quebec H3Z 3C9.

e) Frau Avril Hutson, executive assistant, Wohnhaft in «Beyond the Blue», Paradise Beach, St. Michael, Barbados.

f) Herr Geoffrey D.V. Salter, Geschäftsmann, Wohnhaft in «Coralita», Prospect, St. James, Barbados.

3.- Zum Rechnungsprüfer wird ernannt:

DELOITTE & TOUCHE, S.à r.l., mit Sitz in L-8009 Strassen, 3, route d'Arlon.

4.- Das Mandat der Verwaltungsratsmitglieder und des Rechnungsprüfers endet mit der Hauptversammlung die über die jährliche Konten für das Rechnungsjahr 1998-1999 entscheidet.

5.- Die Anschrift der Gesellschaft lautet: 38-40, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg.

6.- Gemäss Artikel 60 des Gesetzes vom 10. August 1915 ermächtigt die Hauptversammlung den Verwaltungsrat, einem oder mehreren seiner Mitglieder die laufende Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die diesbezügliche Vertretung Dritten gegenüber zu übertragen.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgenannten Parteien, diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung massgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: G. Bleser, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 8 septembre 1998, vol. 110S, fol. 69, case 12. – Reçu 125.350 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung der Gesellschaft auf Begehrt erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 21. September 1998.

F. Baden.

(39414/200/448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 1998.

OFFIZIELLE FANCLUB ZENTRALE LUXEMBURG, A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 1, rue de Bonnevoie.

STATUTS

établis conformément à la loi du 21 avril 1928 concernant les associations sans but lucratif et approuvés par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Chapitre 1^{er}. - Dénomination, siège social, durée et objet

OFFIZIELLE FANCLUB ZENTRALE LUXEMBURG

1 rue de Bonnevoie

L-1260 Luxembourg

Durée illimitée

Offiz. Fanclubs, City Lights Redaction, Animation

Art. 1^{er}. L'association est dénommée:

Offizielle Fanclub Zentrale Luxemburg.

Art. 2. Son siège social est à:

1, rue de Bonnevoie

L-1260 Luxembourg

Art. 3. Sa durée est illimitée.

Art. 4. L'association a pour objet de développer et d'intensifier les rapports culturels et amicaux entre les membres jeunes et âgés à l'exclusion de toute question d'ordre politique et religieux. A cet effet, elle aura notamment pour but d'organiser des manifestations au choix, cette énumération étant indicative et non l'initiative, il peut s'affilier à d'autres organisations.

Chapitre 2. Membres, admissions, démissions, exclusions et cotisations

Art. 5. L'association se compose de membres associés, membres Donateurs, membres actifs qui seuls jouissent des droits et avantages prévus par la loi du 21 avril 1928. Leur nombre est illimité. Il ne peut être inférieur à cinq.

Art. 6. L'association est administrée par un conseil d'administration de cinq à treize membres élus et révocables à la majorité simple des voix de l'assemblée générale; en cas d'égalité des voix, celle du président ou de son remplaçant est prépondérante. Les mandats, dont un groupe est renouvelable à tour de rôle chaque année, expirent après dix ans, tout en étant cependant renouvelables.

Toutefois le président et le secrétaire ne peuvent faire partie d'un même groupe. Le conseil d'administration désigne en son sein le président, le secrétaire et le trésorier.

Art. 7. Le conseil d'administration statue souverainement sur l'admission de nouveaux membres qui lui auront présenté par écrit une demande d'admission et déclaré adhérer aux présents statuts. Le conseil d'administration n'est pas tenu de faire connaître le motif de sa décision en cas de non admission.

Art. 8. Le conseil d'administration pourra former un comité d'honneur et confier le titre de membre d'honneur.

Art. 9. L'admission à l'association se fait par nomination à la majorité simple des voix du conseil d'administration; en cas d'égalité des voix, celle du président ou de son remplaçant est prépondérante. La procédure de l'exclusion se fait de la même façon.

Art. 10. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président chaque fois que le réclame l'intérêt de l'association, au moins une fois par trimestre. Tout membre absent trois fois de suite sans excuse ou sans payer la cotisation est démissionnaire de droit et sans pouvoir réclamer la cotisation déjà payée.

Art. 11. Les décisions du conseil d'administration sont valables lorsque la majorité de ses membres est présente. Les décisions sont prises à la majorité simple; en cas d'égalité des voix, la voix du président ou de son remplaçant est prépondérante.

Art. 12. Les délibérations sont consignées au procès-verbal.

Art. 13. Le conseil d'administration a tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts; la cotisation est fixée par l'assemblée générale à la majorité absolue, et sous réserve de changement de la situation économique.

Art. 14. Compte Bancaire: Le Club Zentrale aura un compte bancaire dans une banque luxembourgeoise. Pour prélever de l'argent, 3 signatures sont nécessaires ou en cas d'urgent celle du président seul.

Art. 15. Le bilan de la situation financière est présenté à une assemblée générale ordinaire convoquée pendant le premier trimestre suivant la clôture annuelle des comptes. Le secrétaire présente un rapport sur les activités de l'année.

Art. 16. Toute modification de statuts doit être approuvée à la majorité des deux tiers des voix des membres associés, convoqués à une assemblée générale extraordinaire. Si les deux tiers ne sont pas présents à une première réunion, les décisions sont prises selon l'article 8 de la loi du 21 avril 1928 sur les a.s.b.l.

Art. 17. En cas de dissolution de l'association pour une raison quelconque, le reste des fonds est versé intégralement à l'office social de Luxembourg.

Art. 18. Pour les cas qui ne sont pas prévus dans les présent statuts il y aura lieu d'appliquer les conditions de la loi du 21 avril 1928 relatives aux associations sans but lucratif.

Fait à Luxembourg, le 9 septembre 1998.

L'assemblée a élu en date du 9 septembre 1998:

Président	Jetzen Andy, 1, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg
Secrétaire	Beidler Félicie, 21, rue l'Impende, L-3561 Dudelange
Trésorier	Grün Andy, 42, rue de Hedange, L-3840 Schiffflange

Signatures.

Enregistré à Luxembourg, le 10 septembre 1998, vol. 511, fol. 80, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(39418/000/74) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 1998.

DESCH-TENNIS BISSEN (D.T.B.), Association sans but lucratif.

Gesellschaftssitz: L-7765 Bissen, 1, rue de la Chapelle.

STATUTEN

Die Unterzeichneten:

1. Schaus Christian, Privatbeamter, Ettelbrück
2. Wantz Armand, Privatbeamter, Bissen
3. Kasel Léon, Stabsbeamter, Moesdorf
4. Heinen Pierrot, Arbeiter, Brattert
5. Heinen-Diederich Pia, Krankenpflegerin, Brattert
6. Hames Eugène, Privatbeamter, Bissen
7. Frost Frédéric, Angestellter, Bissen
8. Oth Michel, Privatbeamter, Bissen

I. Bezeichnung, Sitz, Gegenstand

Art. 1. Am 24. Juni 1961 wurde in Bissen ein Tisch-Tennis Verein gegründet. Der Verein wird mit dem Namen DÉSCH-TENNIS BISSEN (D.T.B.) bezeichnet. Die Dauer des Vereins ist unbegrenzt.

Art. 2. Der Sitz des Vereins ist in Bissen, 1, rue de la Chapelle, L-7765 festgelegt.

Art. 3. Der Verein hat als Gegenstand jedwede Betätigung, welche sich mittelbar und unmittelbar auf das Ausüben von Tischtennis bezieht.

Der Verein kann sich jeder Organisation angliedern, welche ein ähnliches Ziel verfolgt oder im allgemeinen die Ausübung und die Förderung des Sportes pflegt.

Er ist bestrebt, freundschaftliche Beziehungen zwischen seinen Mitgliedern zu schaffen und auszuweiten, den Sportgeist zu erhalten und auszubauen, die Interessen der Sporttätigen und ihrer Anhänger zu wahren sowie dieselben bei den Behörden zu vertreten.

Er kann zum Zweck seines Gegenstandes Immobilien mieten oder erwerben.

II. Mitglieder und Ehrenmitglieder

Art. 4. Die Mindestzahl der Mitglieder ist auf drei festgesetzt, die Ehrenmitglieder nicht inbegriffen.

Art. 5. Als Mitglied des Vereins kann jede Person zugelassen werden, welche vom Vorstand aufgenommen wird und welche sich bereit erklärt, die Vereinsstatuten zu befolgen. Die Zulassung erfolgt durch Ausstellen einer Mitgliedskarte auf ihren Namen. Wird einer Person die Mitgliedschaft vom Vorstand verweigert so kann dieselbe einen Antrag an die

Generalversammlung stellen. Eine Annahme kann nur bei 2/3 Mehrheit der stimmberechtigten Anwesenden beschlossen werden. Besagter Antrag muss gemäss Artikel 11 gestellt werden.

Als Ehrenmitglieder können die Personen zugelassen werden, welche durch Zahlen eines festgesetzten Betrages den Verein unterstützen, ohne jedoch aktiv an den Vereinsveranstaltungen teilzunehmen. Eine entsprechende Sonderkarte kann ihnen vom Vorstand ausgestellt werden. Die Ehrenmitglieder verfügen nicht über jene Vorrechte, die den Mitgliedern des Vereins durch Gesetz und Statuten vorbehalten sind.

Art. 6. Der jährliche Mitgliedsbeitrag wird von der Generalversammlung festgelegt und beträgt maximal 5.000,- Franken.

Art. 7. Die Mitglieder können den Verein durch schriftliche Austritterklärung verlassen. Als Austretender gilt ausserdem, wer sich weigert, den jährlichen Beitrag zu leisten.

Die Mitgliedschaft geht ausserdem durch Ausschluss verloren. Dieser wird durch die Generalversammlung bei 2/3 Mehrheit der stimmberechtigten Anwesenden beschlossen und zwar in folgenden Fällen:

- wenn ein Mitglied sich einer schwerwiegenden Handlung oder Unterlassung schuldig gemacht hat, welche gegen die Statuten des Vereins verstösst,
- wenn ein Mitglied sich einer Handlung oder Unterlassung schuldig gemacht hat, die seinem eigenen Ansehen, desjenigen eines anderen Mitgliedes oder desjenigen des Vereins insgesamt zum Schaden gereicht.

Nachdem das betroffene Mitglied die Gelegenheit hatte sich zu verteidigen, kann der Vorstand mit einfacher Mehrheit der Anwesenden aus obigen Gründen folgende Massnahmen beschliessen:

- Der Verein kann ein Mitglied, welches ihm finanziellen oder materiellen Schaden zugefügt hat, in Höhe dieses Schadens belangen.
- Der Verein kann Geldstrafen, die der Verband wegen ungebührlichem Benehmens gegen einen Spieler verhängt, auf den schuldigen Spieler ablegen.

In schwerwiegenden Fällen und bei 2/3 Mehrheit der Anwesenden, kann der Vorstand mit sofortiger Wirkung die zeitweilige Suspendierung eines Mitgliedes beschliessen. Diese Verfügung dauert bis zur nächsten Generalversammlung, welche über den endgültigen Verlust der Mitgliedschaft zu befinden hat.

Bei Austritt oder Ausschluss haben die Mitglieder weder Anspruch auf das Vereinsvermögen, noch auf die Rückerstattung ihrer geleisteten Beträge.

III. Generalversammlung

Art. 8. Die Generalversammlung ist allein zuständig für:

- 1) Statutenänderungen
- 2) Ernennung oder Abberufung der Vorstandmitglieder
- 3) Annahme des jährlichen Haushaltes und der Abrechnungen
- 4) Aufnahme und Ausschluss eines Mitgliedes gemäss Artikel 5 und 7
- 5) Auflösung des Vereins

Art. 9. Die Generalversammlung hält ihre Jahrestagung im Zeitraum vom 1. Mai bis 15. Juni ab.

Art. 10. Falls erforderlich, kann der Vorstand zu jedem Zeitpunkt eine aussergewöhnliche Generalversammlung einberufen.

Dieselbe muss vom Vorstand einberufen werden, und zwar innerhalb zwei Monaten, wenn wenigstens 1/5 der Mitglieder dies beantragen.

Art. 11. Jeder Vorschlag, der von wenigstens 1/20 der in der letzten Jahresliste eingetragenen Mitglieder gezeichnet ist, muss auf die Tagesordnung gesetzt werden.

Art. 12. Die Mitglieder, welche gemäss Artikel 10 und 11 die Einberufung einer aussergewöhnlichen Generalversammlung beantragen oder einen Vorschlag zur Tagesordnung einbringen wollen, sind gehalten, dem Präsidenten ihre Absicht schriftlich bekanntzugeben. Ein Punkt, der auf die Tagesordnung gesetzt werden soll, muss wenigstens 14 Tage vor der Versammlung dem Präsidenten schriftlich vorliegen.

Art. 13. Beschlüsse über Angelegenheiten, welche nicht auf der Tagesordnung stehen, können zur Abstimmung gebracht werden, wenn eine Mehrheit von 2/3 der anwesenden Mitglieder sich dazu bereit findet. Über Punkte, welche in Artikel 8 der Statuten vorgesehen sind, kann nicht ausserhalb der Tagesordnung befunden werden.

Art. 14. Alle Mitglieder müssen 8 Tage vor der Generalversammlung hierzu eine schriftliche Einladung erhalten, welche die Tagesordnung enthält.

Art. 15. Die Mitglieder haben in der Generalversammlung gleiches Stimmrecht. Die Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst, ausser in den Fällen, wo die Statuten oder das Gesetz anders verfügen. Mitglieder unter 16 Jahren sind nicht stimmberechtigt, werden also nicht für die Mehrheit der anwesenden Mitglieder mitgezählt.

Art. 16. Die Generalversammlung kann nur dann endgültig über Statutenänderungen verhandeln, wenn deren Gegenstand besonders in der Einladung aufgeführt ist und die Versammlung wenigstens 2/3 der Mitglieder vereinigt. Keine Abänderung kann erfolgen, wenn die Mehrheit von 2/3 der Stimmen nicht gegeben ist. Wenn die 2/3 der Mitglieder nicht bei der ersten Versammlung anwesend sind, kann eine zweite Versammlung einberufen werden, welche beschlussfähig ist, unabhängig von der Zahl der anwesenden Mitglieder. In diesem Falle werden die Entscheidungen dem Bezirksgericht zur Bestätigung unterbreitet.

Art. 17. In der Generalversammlung legt der Vorstand Rechenschaft ab über die Vereinsaktivitäten und macht Bilanz der sportlichen Leistungen des verflossenen Jahres.

Art. 18. In der Generalversammlung gibt der Kassierer die genaue Finanzlage des Vereins wieder.

Art. 19. Der Kassenbestand sowie die Geschäftsbücher werden wenigstens 8 Tage vor der Generalversammlung von zwei Kassenrevisoren geprüft, welche von der Generalversammlung ausgewählt werden. Ausserdem wählt die Generalversammlung einen Ersatzkassenrevisor, der einen der beiden Kassenrevisoren im Verhinderungsfall ersetzen soll.

IV. Der Vorstand

Art. 20. Der Verein wird von einem Vorstand geleitet, der sich aus mindestens 3 Mitgliedern zusammensetzt. Die Zahl der Vorstandsmitglieder sollte ungerade sein. Die Mitglieder des Vorstandes werden für die Dauer von vier Jahren gewählt, jedoch mit zweijähriger, teilweiser Neuwahl. Die erste Austrittserie wird durch das Los bestimmt, resp. ergänzt. Austretende Mitglieder sind jedesmal der Präsident mit dem Kassierer sowie der Vizepräsident mit dem Schriftführer. Die Vorstandsmitglieder können zu jedem Zeitpunkt durch eine aussergewöhnliche Generalversammlung abberufen werden. Austretende Vorstandsmitglieder können wiedergewählt werden. Wählbar sind alle Mitglieder, welche am ersten des Monats Mai grossjährig sind.

Art. 21. Der Vorstand besteht aus: dem Präsidenten, dem Vizepräsidenten, dem Schriftführer, dem Kassierer sowie fünf beziehungsweise sieben Beisitzenden. Die einzelnen Funktionen im Rahmen des Vorstandes werden durch die Vorstandsmitglieder jährlich verteilt.

Im Verhinderungsfall wird der Vorsitzenden in seinem Amt und seinen Befugnissen durch den Vizepräsidenten, und wenn dieser nicht anwesend ist, durch das rangälteste Mitglied vertreten. Der Vorstand kann sich einen oder mehrere Schriftführer beordnen.

Art. 22. Der Vorstand wird vom Vorsitzenden oder vom Schriftführer einberufen und zwar 5 Tage vor der Vorstandssitzung. Er ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit der Mitglieder anwesend ist. Die Beschlüsse des Vorstandes werden durch die Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst.

Die Vorstandsmitglieder, welche sich der Stimme enthalten, werden für die erforderliche Mehrheit nicht in Betracht gezogen.

Die Vorstandsmitglieder, welche in einer Angelegenheit ein persönliches Interesse haben, dürfen nicht an der Abstimmung teilnehmen.

Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden oder seines Stellvertreters ausschlaggebend. Der Schriftführer führt ein Sitzungsbuch, in welches die Namen der Anwesenden, die Tagesordnung sowie die gefassten Beschlüsse eingetragen werden. Nach Annahme des Berichtes bei der nächsten Sitzung, wird die Unterschrift des Schriftführers vom Vorsitzenden gegenzeichnet.

Art. 23. Der Vorstand hat die weitgehensten Befugnisse für die Verwaltung und die Führung des Vereins. Die Klage sowie die Verteidigung vor Gericht werden im Namen des Vereins durch den Vorstand eingeleitet und weitergeführt, und zwar auf Vorgehen des Vorsitzenden. Der Vorstand hat ausserdem das Recht gegen Vereinsmitglieder die gegen die Vereinsstatuten verstossen haben, angemessene Strafen zu verhängen sowie dieselben wieder aufzuheben.

Art. 24. Jede Schriftsache mit offiziellem Charakter trägt zwei Unterschriften und zwar diejenigen des Präsidenten und des Schriftführers oder deren statutengemässe Vertreter.

Art. 25. Für die im Namen des Vereins getätigten Ausgaben, Einnahmen und Bankaktionen ist der Kassierer berechtigt seine Unterschrift zu geben.

Art. 26. Austritt eines Vorstandsmitgliedes. Ein Vorstandsmitglied, welche seine Aktivität im Vorstand im Laufe eines Geschäftsjahres aufgibt, teilt dies dem Vorstand schriftlich mit.

V. Verschiedenes

Art. 28. Die Auflösung des Vereins kann nur mit einer 2/3 Mehrheit der stimmberechtigten Anwesenden der Generalversammlung vorgenommen werden. Dazu müssen 2/3 der Mitglieder anwesend sein.

Art. 29. Im Falle einer Auflösung verfällt das Aktivvermögen der Gemeinde Bissen zwecks Aufbewahrung, bis zu einer Neugründung eines Tischtennisvereins der Gemeinde Bissen, der das Aktivvermögen dann erhält.

Art. 30. Alle Fragen, welche nicht ausdrücklich in diesen Statuten geregelt sind, werden durch die Verfügungen des Gesetzes vom 21. April 1928 über die Vereinigungen ohne Gewinnzweck bestimmt.

Unterschriften:

1. Schaus Christian
2. Wantz Armand
3. Kasel Léon
4. Heinen Pierrot
5. Heinen-Diederich Pia
6. Hames Eugène
7. Frost Frédéric
8. Oth Michel

Gegenwärtige Statuten wurden mit der erforderlichen Mehrheit der Anwesenden in der Generalversammlung vom 29. Mai 1998 angenommen.

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 1998, vol. 511, fol. 57, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(39417/000/163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 1998.

TWEEDY, BROWNE VALUE FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

In the year one thousand nine hundred and ninety-eight, on the tenth of February.
Before Us, Maître Edmond Schroeder, notary residing in Mersch.

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of TWEEDY, BROWNE VALUE FUND, having its registered office in L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal, incorporated on the 25th of October 1996 under the laws of the British Virgin Islands and having transferred its registered office to Luxembourg by a deed of Maître Frank Baden, notary residing in Luxembourg, on the 30th of October 1996, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C of the 16th of December 1996, number 654.

The meeting was presided by Julian Presber, Vice-Président, residing in Niederanven.

The chairman appointed as secretary Annette Gasper, employée privée, residing in Grevenmacher, and as scrutineer Anna Daraio, employée privée, residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I. - The present meeting was convoked by notices indicating the agenda of the meeting by letters sent to the shareholders on the 22nd of January 1998.

II. - The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list will be annexed to this document, to be filed with the registration authorities.

III. - It appears from the attendance list that out of five million thirty-nine thousand three hundred and eighteen (5,039,318) shares, ten thousand and two hundred (10,200) shares are present or represented at the present extraordinary general meeting.

A first extraordinary general meeting, convoked upon the notices set forth in the minutes, with the same agenda as the agenda of the present meeting indicated hereabove, was held on the 13th January 1998 and could not validly decide on the items of the agenda for lack of the legal quorum.

According to articles 67 and 67-1 of the law on commercial companies the present meeting is authorized to take resolutions whatever the proportion of the represented capital may be.

Agenda:

1. - Amendment of the Company's Articles of Incorporation to accomplish the following:
 - (i) to replace the reference to «partners» by a reference to «owners» in Article 5;
 - (ii) to change the method of calculation of the Performance Increment in Article 11;
 - (iii) to change the denomination of the Investment Manager in Article 17 from TWEEDY; BROWNE COMPANY L.P., to TWEEDY, BROWNE COMPANY LLC;
 - (iv) to change the date of the annual general meeting of shareholders to the second Tuesday in the month of February in each fiscal year of the Company, commencing with the fiscal year starting October, 1998.

2. - Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolution:

Resolution

The meeting decides to amend the Company's Articles of Incorporation to accomplish the following:

- (i) to replace the reference to «partners» by a reference to «owners» in Article 5;
- (ii) to change the method of calculation of the Performance Increment in Article 11;
- (iii) to change of the denomination of the Investment Manager in Article 17 from TWEEDY; BROWNE COMPANY L.P., to TWEEDY, BROWNE COMPANY LLC;
- (iv) to change the date of the annual general meeting of shareholders to the second Tuesday in the month of February in each fiscal year of the Company, commencing with the fiscal year starting October, 1998.

Whereupon the extraordinary general meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English, followed by a German translation and that in case of any divergences between the English and the German text, the English version shall be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Folgt die Übersetzung ins Deutsche:

Im Jahre neunzehnhundertachtundneunzig, am zehnten Februar.

Vor Notar Edmond Schroeder, mit dem Amtssitze zu Mersch.

Traten zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammen die Aktionäre der TWEEDY, BROWNE VALUE FUND, Gesellschaft mit Sitz zu L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal, die gegründet wurde unter dem Recht der britischen Jungferninseln und den Sitz nach Luxemburg verlegt hat laut Urkunde aufgenommen durch Notar Frank Baden, mit Amtssitze in Luxemburg am 30. Oktober 1996, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C vom 16. Dezember 1996, Nummer 654.

Den Vorsitz der Versammlung führt Herr Julian Presber, Vice-Président, wohnhaft in Niederanven.

Zum Schriftführer wird bestimmt Frau Annette Gasper, Privatbeamtin, wohnhaft in Grevenmacher.
Die Versammlung wählt zum Stimmzähler Frau Anna Daraio, Privatbeamtin, wohnhaft in Luxemburg.

Sodann gab der Vorsitzende folgende Erklärung ab:

I. - Diese Versammlung wurde einberufen durch Briefe unter Angabe der Tagesordnung, welche den Aktionären zugesandt wurden am 22. Januar 1998.

II. - Die anwesenden Aktionäre und die Anzahl der Aktien sind angegeben auf einer Anwesenheitsliste, welche vom Vorsitzenden, Sekretär, Schriftführer und Notar unterschrieben wird. Vorgenannte Anwesenheitsliste bleibt gegenwärtiger Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

III. - Es ergibt sich aus der Anwesenheitsliste, dass von den fünf Millionen neununddreissigtausenddreihundertachtzehn (5.039.318) ausgegebenen Aktien, zehntausendzweihundert (10.200) Aktien in dieser Versammlung vertreten sind.

Eine erste Hauptversammlung mit derselben Tagesordnung vom 13. Januar 1998 war nicht beschlussfähig, da die erforderliche Anzahl von Aktien nicht vertreten war.

Gemäss Artikel 67 und 67-1 des Gesetzes über Handelsgesellschaften kann diese Versammlung gültige Beschlüsse nehmen, unabhängig von der Anzahl der vertretenen Aktien.

Tagesordnung:

1. - Abänderung der Satzung der Gesellschaft mit folgendem Ziel:

(i) in Artikel 5 die Referenz auf «Anleger» durch eine Referenz auf «die Eigentümer» zu ersetzen;

(ii) in Artikel 11 die Berechnungsmethode des Wertentwicklungsanteiles zu ändern;

(iii) in Artikel 17 die Bezeichnung des Anlageberaters von TWEEDY; BROWNE COMPANY L.P. umzuändern in TWEEDY, BROWNE COMPANY LLC;

(iv) das Datum der jährlichen Hauptversammlung der Aktionäre auf den zweiten Dienstag im Februar eines jeden Geschäftsjahres festzusetzen, und dies ab dem Geschäftsjahr, welches im Oktober 1998 beginnt.

2. - Verschiedenes.

Sodann traf die Versammlung nach Beratung einstimmig folgenden Beschluss:

Beschluss

Die Versammlung beschliesst die Abänderung der Satzung der Gesellschaft mit folgendem Ziel:

(i) in Artikel 5 die Referenz auf «Anleger» durch eine Referenz auf «die Eigentümer» zu ersetzen;

(ii) in Artikel 11 die Berechnungsmethode des Wertentwicklungsanteiles zu ändern;

(iii) in Artikel 17 die Bezeichnung des Anlageberaters von TWEEDY; BROWNE COMPANY L.P. umzuändern in TWEEDY, BROWNE COMPANY LLC;

(iv) das Datum der jährlichen Hauptversammlung der Aktionäre auf den zweiten Dienstag im Februar eines jeden Geschäftsjahres festzusetzen, und dies ab dem Geschäftsjahr, welches im Oktober 1998 beginnt.

Da somit die Tagesordnung erledigt ist, hebt der Vorsitzende die Versammlung auf.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, hält hiermit fest, dass auf Wunsch der Kompartmenten vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst ist mit einer Übersetzung ins Deutsche. Im Falle einer Unstimmigkeit zwischen der englischen und der deutschen Fassung ist auf Wunsch der Kompartmenten die englische Fassung massgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Kompartmenten, alle dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. Presber, A. Gasper, A. Daraio, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 16 février 1998, vol. 404, fol. 83, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): W. Kerger.

Für gleichlautende Ausfertigung, dem Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, zwecks Veröffentlichung erteilt.

Mersch, le 2. März 1998.

E. Schroeder.

(44105/228/117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 1998.

TWEEDY, BROWNE VALUE FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

In the year one thousand nine hundred and ninety-eight, on the sixteenth of July.

Before Us, Maître Edmond Schroeder, notary residing in Mersch.

There appeared:

1. - Julian Presber, Vice-Président, residing in Niederanven, acting as chairman of the meeting.

2. - Annette Gasper, employée privée, residing in Grevenmacher, acting as secretary of the meeting.

3. - Anna Daraio, employée privée, residing in Luxembourg, acting as scrutineer of the meeting.

These three appearing persons have acted, in the same functions, as members of the bureau of an extraordinary general meeting of TWEEDY, BROWNE VALUE FUND dated 10th of February 1998, and held before the undersigned notary. The appearing parties refer to an attendance list annexed to the deed of the meeting dated 10th of February 1998.

The agenda of the meeting dated 10th of February 1998 was the following:

Agenda:

1. - Amendment of the Company's Articles of Incorporation to accomplish the following:

- (i) to replace the reference to «partners» by a reference to «owners» in Article 5;
- (ii) to change the method of calculation of the Performance Increment in Article 11;
- (iii) to change the denomination of the Investment Manager in Article 17 from TWEEDY, BROWNE COMPANY L.P., to TWEEDY, BROWNE COMPANY LLC;
- (iv) to change the date of the annual general meeting of shareholders to the second Tuesday in the month of February in each fiscal year of the Company, commencing with the fiscal year starting October, 1998.

2. - Miscellaneous.

All the points of the agenda were approved unanimously. It was omitted, however, in this meeting to incorporate in the Articles the exact wording of the statutory amendment of Article 11.

The appearing parties now hereby submit the wording of this amendment which reads as follows:

«Art. 11. (first paragraph, (h)). Each such Performance Increment for a Sub-Fund calculated as provided above shall be reduced (but not below zero) first by:

(x) an amount equal to the aggregate amounts («Selling Commission») owed by the Company with respect to such Sub-Fund on such Valuation Date under agreements («Selling Agreements») between the Company and those persons («Sellers») instrumental in causing investors to purchase Investors Shares of such Sub-Fund; and secondly by:

(y) an amount equal to the aggregate performance fee («Performance Fee») owed by the Company with respect to such Sub-Fund on such Valuation Date under the Investment Management Agreement between the Fund and the Investment Manager (as defined in Article 17). Such amount shall be paid in cash as soon as practicable, but not later than sixty (60) days after the end of the Fund's fiscal year, to the Investment Manager.»

The appearing parties request the undersigned notary to submit these modifications wherever necessary.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English, followed by a German translation and that in case of any divergences between the English and the German text, the English version shall be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Folgt die Übersetzung ins Deutsche:

Im Jahre neunzehnhundertachtundneunzig, am sechzehnten Juli.

Vor Notar Edmond Schroeder, mit dem Amtssitze zu Mersch.

Sind erschienen:

1. - Herr Julian Presber, Vizepräsident, wohnhaft in Niederanven, handelnd als Vorsitzender der Versammlung.
2. - Frau Annette Gasper, Privatbeamtin, wohnhaft in Grevenmacher, handelnd als Schriftführer der Versammlung.
3. - Frau Anna Daraio, Privatbeamtin, wohnhaft in Luxemburg, handelnd als Stimmzähler der Versammlung.

Diese drei erschienenen Komparenten handeln in den gleichen Funktionen als Mitglieder des Versammlungsbüros wie in der ausserordentlichen Generalversammlung von TWEEDY, BROWNE VALUE FUND vom 10. Februar 1998, welche vor dem unterzeichneten Notar abgehalten wurde. Die erschienenen Komparenten berufen sich auf eine Anwesenheitsliste, welche der Urkunde vom 10. Februar 1998 beigegeben ist.

Die Tagesordnung der Versammlung vom 10. Februar 1998 war folgende:

Tagesordnung:

1. - Abänderung der Satzung der Gesellschaft mit folgendem Ziel:
 - (i) in Artikel 5 die Referenz auf «Anleger» durch eine Referenz auf «die Eigentümer» zu ersetzen;
 - (ii) in Artikel 11 die Berechnungsmethode des Wertentwicklungsanteiles zu ändern;
 - (iii) in Artikel 17 die Bezeichnung des Anlageberaters von TWEEDY, BROWNE COMPANY L.P. umzuändern in TWEEDY, BROWNE COMPANY LLC;
 - (iv) das Datum der jährlichen Hauptversammlung der Aktionäre auf den zweiten Dienstag im Februar eines jeden Geschäftsjahres festzusetzen, und dies ab dem Geschäftsjahr, welches im Oktober 1998 beginnt.

2. - Verschiedenes.

Alle Punkte der Tagesordnung waren einstimmig angenommen worden. Es war in dieser Versammlung übersehen worden, den genauen Wortlaut der statutarischen Änderung von Artikel 11 in der Urkunde einzufügen.

Die erschienenen Parteien unterbreiten nun den Wortlaut dieser Änderung wie folgt:

«Art. 11. (erster Absatz (h)). Jeder Wertentwicklungsanteil in bezug auf einen Teilfonds, welcher gemäss den o.g. Bestimmungen berechnet wird, wird reduziert (jedoch nicht unter Null) erstens um:

(x) einen Betrag der dem addierten Betrag («Verkaufsprovision»), der dem an diesem Bewertungstag auf Grund von Vereinbarungen («Vertriebsvereinbarungen») zwischen der Gesellschaft und den Vertreibern von Anlegeraktien («Vertreiber») von der Gesellschaft in bezug auf diesen Teilfonds geschuldeten Betrag entspricht; und zweitens um:

(y) einen Betrag der dem addierten Betrag der Performance-Fee («Performance Fee»), der dem an diesem Bewertungstag auf Grund von dem Investmentmanagementvertrag zwischen dem Fonds und dem Investment Manager (wie in Artikel 17 definiert) von der Gesellschaft in bezug auf diesen Teilfonds geschuldeten Betrag entspricht. Dieser Betrag wird dem Investment Manager schnellstmöglich in bar gezahlt, jedoch keinesfalls später als sechzig (60) Tage nach Ende des Geschäftsjahres des Fonds.»

Die erschienenen Kompargenten bitten den unterzeichneten Notar diese Ergänzung überall vorzunehmen, wo es notwendig erscheint.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, hält hiermit fest, dass auf Wunsch der Kompargenten vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst ist mit einer Übersetzung ins Deutsche. Im Falle einer Unstimmigkeit zwischen der englischen und der deutschen Fassung ist auf Wunsch der Kompargenten die englische Fassung massgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Kompargenten, alle dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. Presber, A. Gasper, A. Daraio, E. Schroeder.

Enregistre  Mersch, le 17 juillet 1998, vol. 406, fol. 203, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signe): Mller.

Für gleichlautende Ausfertigung, dem Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, zwecks Veröffentlichung erteilt.

Mersch, le 8. August 1998.

E. Schroeder.

(44106/228/98) Dpose au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 1998.

TWEEDY, BROWNE VALUE FUND, Société d'Investissement  Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 21 octobre 1998.

E. Schroeder.

(44107/228/7) Dpose au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 1998.

PICTET GLOBAL SELECTION FUND, Fonds Commun de Placement.

MANAGEMENT REGULATIONS

1) The Fund

PICTET GLOBAL SELECTION FUND (hereafter referred to as the «Trust») organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as a mutual investment fund (fonds commun de placement), is an unincorporated coproprietorship of securities and other assets (hereinafter referred to as «securities»), managed in the interest of its co-owners (hereafter referred to as the «shareholders») by PICTET GLOBAL SELECTION FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A. (hereafter referred to as the «Management Company»), a company incorporated under the laws of Luxembourg and having its registered office in Luxembourg. The assets of the Trust, which are held in custody by BANQUE PICTET (LUXEMBOURG) S.A. (hereafter referred to as the «Custodian») are segregated from those of the Management Company and from those of any other funds managed by the Management Company. By the acquisition of shares of the Trust, any shareholder fully accepts these management regulations which determine the contractual relationship between shareholders, the Management Company and the Custodian.

The Trust will be an umbrella fund consisting of different sub-funds (hereinafter referred to as «Fund» or the «Funds») (as defined hereafter) to be created pursuant to Article 4).

2) The Management Company

The Trust is managed on behalf of the shareholders by the Management Company which shall have its registered office in Luxembourg.

The Management Company is invested with the broadest powers to administer and manage the Trust, subject to the restrictions set forth in Article 6) hereafter, on behalf of the shareholders, including but not limited to, the purchase, sale, subscription, exchange and of any securities and the exercise of all rights attached directly or indirectly to the assets of the Trust.

The Board of Directors of the Management Company shall determine the investment policy of each Fund.

The Board of Directors of the Management Company may appoint a general manager or managers and/or administrative agents to implement the investment policy and administer and manage the assets of the Trust.

The Management Company may obtain investment information, advice and other services, remuneration for which will be at the Trust's or the Fund's charge to the extent provided herein.

3) The Custodian

The Management Company shall appoint and terminate the appointment of the Custodian. BANQUE PICTET (LUXEMBOURG) S.A. has been appointed Custodian.

The Custodian or the Management Company may terminate the appointment of the Custodian at any time upon 90 days' written notice delivered by the one to the other.

In the event of termination of the appointment of the Custodian, the Management Company will use its best endeavours to appoint within 2 months of such termination, a new Custodian who will assume the responsibilities and functions of the Custodian under these Management Regulations. Pending the appointment of a new Custodian, the Custodian shall take all necessary steps to ensure good preservation of the interests of the shareholders. After termination as aforesaid, the appointment of the Custodian shall continue thereafter for such period as may be necessary for

the transfer of all assets of the Trust to the new Custodian. The Custodian shall assume its functions and responsibilities in accordance with the law of March 30, 1988 on collective investment undertakings.

All cash and securities constituting the assets of the Trust shall be held by the Custodian on behalf of the shareholders of the Trust. The Custodian may entrust banks and financial institutions with the custody of such securities. The Custodian may hold securities in accounts with such clearing houses as the Custodian may determine. It will have the normal duties of a bank with respect to the Trust's deposits of cash and securities. The Custodian may only dispose of the assets of the Trust and make payments to third parties on behalf of the Trust on receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents.

Upon receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents, the Custodian will perform all acts of disposal with respect to the assets of the Trust.

The Custodian is entitled to such fees as will be determined from time to time by agreement between the Management Company and the Custodian. Such fee is based on the net assets of the Trust or the Funds.

4) The Sub-Funds

The Management Company may, from time to time, with the consent of the Custodian, create Funds (collectively «Funds» and individually «Fund»), which have different investment policies. The shares issued by the Management Company in relation to each Fund shall constitute shares of a class separate from the other share classes created in relation to other Funds.

A separate portfolio of investments and assets will be maintained for each Fund. The different portfolio will be separately invested in accordance with an investment policy fixed for each Fund.

Upon creation of a Fund, these Management Regulations shall be completed by an appendix containing the name and investment policy of the Fund concerned as well as any other possible specificities of the Fund.

Any Fund may be dissolved upon decision of the Management Company with the consent of the Custodian as more fully described in Article 20) hereafter.

5) Investment Policy

The investment policy of each Fund will be set forth in an appendix, for each Fund, attached to these Management Regulations.

6) Investment Restrictions

1) The Management Company may not, on behalf of a Fund, invest in securities of any one issuer, if the value of the holdings of a Fund in the securities of such issuer exceeds 10% of such Fund's total net assets, except that such restriction shall not apply to securities issued or guaranteed by Member States of the Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD) or their local authorities or public international bodies with European Union («EU»), regional or world wide scope.

2) The Management Company may not invest, on behalf of any Fund, in securities of any single issuer if, as a result of such investment, the Trust owns more than 10% of any class of securities issued by any single issuer. The Management Company may not purchase securities of any company or other body if, upon such purchase, The Trust, together with other investment funds which are managed by the Management Company, would own more than 15% of any class of securities of such company or body. This restriction shall not apply to securities issued or guaranteed by member States of the OECD or their local authorities or public international bodies with EU, regional or worldwide scope. The aforesaid limitations of 10% and 15%, to the extent that they refer to a specific kind of securities or specific class of securities, shall not prevent any Fund from subscribing to 100% of one issue of certificates of deposit or of commercial paper of one specific issuer.

3) The Management Company may not make investments for the purpose of exercising control or management.

4) The Management Company may invest, up to 10% of the net assets of each Fund in shares or units in a collective investment fund managed by the same Management Company or by any other company with which the Management Company is linked by common management or control or by substantial direct or indirect holding shall be permitted only if the Management Company and any investment managers/advisers appointed by it, do not charge any fee or cost on account of transactions in connection with such shares or units.

5) The Management Company may not purchase, on behalf of a Fund, real estate except that it may purchase and sell, on behalf of the Fund, securities that are secured by real estate or interests therein or issued by companies which invest in real estate or interests therein.

6) The Management Company may not, on behalf of a Fund, enter into transactions involving commodities, commodity contracts or securities representing merchandise or rights to merchandise and for the purposes hereof commodities includes precious metals, except that it may purchase and sell, on behalf of a Fund, securities that are secured by commodities and securities of companies which invest or deal in commodities.

7) The Management Company may not, on behalf of a Fund, purchase any securities on margin, (except that it may obtain such short-term credit as may be necessary for the clearance of purchases and sales of portfolio securities) or make short sales or securities or maintain a short position, except that it may make initial and maintenance margin deposits in respect of futures and forward contracts (and options thereon).

8) The Management Company may not, on behalf of a Fund, borrow other than borrowings which in the aggregate do not exceed 10% of the total net assets of such Fund, which borrowings may, however, only be made on a temporary basis.

9) The Management Company may not, on behalf of a Fund, invest more than 10% of the net assets of such Fund in securities which are not traded on an official stock exchange or other regulated market, except that such restriction shall not apply to securities issued or guaranteed by Member States of the OECD or their local authorities or public

international bodies with EU, regional or worldwide scope; provided, however, that this restrictions shall not apply to the money market instruments which are traded regularly.

10) The Management Company may not use the assets of a Fund to underwrite or sub-underwrite any securities.

11) The Management Company may employ, on behalf of a Fund, techniques and instruments relating to transferable securities under the conditions and within the limits laid down by law, regulation or administrative practice, provided that such techniques or instruments are used for the purpose of efficient portfolio management. With respect to options:

a) the Management Company may not invest, on behalf of a Fund, in put or call options or securities unless:

i) such options are quoted on a stock exchange or dealt in on a regulated market; and

ii) the acquisition price of such options does not exceed, in terms of premiums, 15% of the total net assets of such Fund;

b) the Management Company may not sell, on behalf of a Fund, call options on securities which it does not hold, except that the Management Company may, on behalf of a Fund, sell uncovered call options, provided that the aggregate of the exercise prices of such uncovered call options does not exceed 25% of the net assets of the relevant Fund and the Management Company is at any time in a position to ensure the coverage of the position taken as a result of the sale of such options;

c) the Management Company, on behalf of a Fund, may not write put options on securities unless such Fund holds sufficient liquid assets to cover the aggregate of the exercise prices of such options written.

12) The Management Company shall not, on behalf a Fund, acquire or deal in forward currency contracts, except that the Management Company may, for the purpose of hedging currency risks, enter into swap contracts and forward currency contracts or write call options and purchase put options on currencies provided, however, that:

a) these transactions may only concern contracts which are traded on a regulated market operating regularly, being recognised and open to the public except that the Management Company may, on behalf of a Fund, also enter into forward sales of currencies or exchange currencies on the basis of private agreements with highly rated financial institutions specialised in these types of transactions;

b) the transactions made for a Fund in one currency may in principle not exceed the valuation of the aggregate assets of such Fund denominated in that currency nor exceed the period during which such assets are held provided, however, that this limitation shall not be applicable to hedging transactions intended to preserve the Yen value of shares, if such hedging policy is provided for in the investment policy of the relevant Fund. The Management Company may, on behalf of each fund, purchase the currency concerned through a cross transaction (entered into through the same counterpart) should the cost thereof be more advantageous to the Fund concerned.

13) The Management Company shall not deal, on behalf of a Fund, in financial futures, except that:

a) for the purpose of hedging the risk of the fluctuation of the value of the portfolio securities the Management Company, on behalf of a Fund, may have outstanding commitments in respect of financial futures sales contracts not exceeding the corresponding risk of fluctuation of the value of the corresponding portion of such Fund's portfolio; and

b) for the purpose of efficient portfolio management the Management Company, on behalf of a Fund, may enter into financial futures purchase contracts in order to facilitate changes in the allocation of such Fund's assets between markets or in anticipation of or in a significant market sector advance, provided that sufficient cash, short-dated debt securities or instruments (other than the liquid assets referred to in 11c) above), or securities to be disposed of at a predetermined value exist within such Fund to match the underlying exposure of any such futures positions.

14) The Management Company shall not deal, on behalf of a Fund, index options, except that:

a) for the purpose of hedging the risk of the fluctuation of a Fund's portfolio securities, the Management Company, on behalf of such Fund, may sell call options on stock indexes or acquire put options on stock indexes. In such event, the value of the underlying securities included in the relevant stock index option shall not exceed, together with outstanding commitments in financial futures contracts sold for the same purpose, the aggregate value of the portion of the securities portfolio to be hedged; and

b) for the purpose of the efficient management of a Fund's portfolio securities, the Management Company, on behalf of a Fund, may acquire call options on stock indexes mainly in order to facilitate changes in the allocation of such Fund's assets between markets or in anticipation of or in a significant market sector advance, provided the value of the underlying securities included in the relevant stock index options is covered by cash, short-dated debt securities and instruments (other than the liquid assets which may have to be held by a Fund concerned pursuant to restriction 11c) and 13b) above) or securities to be disposed of at predetermined prices;

provided, however, that the aggregate acquisition cost (in terms of premiums paid) of options on securities and index options purchased by the Management Company, on behalf of such Fund, shall not exceed 15% of the net assets of such Fund.

15) The Management Company may, on behalf of a Fund, sell interest rate futures contracts for the purpose of achieving a global hedge against interest rate fluctuations. It may also for the same purpose write call options or purchase put options on interest rates or enter into interest rate swaps by private agreement with highly-rated financial institutions specialised in this type of transactions. The aggregate of the commitments relating to futures contracts, options and swap transactions on interest rates may not exceed the aggregate estimated market value of the assets to be hedged and held by a sub-fund in the currency corresponding to these contracts.

The Management Company need not comply with the investment limit percentages laid down above when exercising subscriptions rights attached to securities which form part of the assets of a Fund.

If such percentages are exceeded for reasons beyond the control of the Management Company or as a result of the exercise of subscription rights, the Management Company must adopt as a priority objective for its sales transactions

for the Fund concerned the remedying of that situation, taking due account of the interests of the relevant Fund's shareholders.

The Management Company, acting on behalf of the Fund, shall not sell, purchase or loan securities except the shares of the Funds, or receive loans, to or from (a) the Management Company (b) its affiliated companies (c) any director of the Management Company or its affiliated companies or (d) any major shareholder thereof (meaning a shareholder who holds, on his own account whether in his own or other name (as well as a nominee's name), 10% or more of the total issued outstanding shares of such a company) acting as principal or for their own account unless the transaction is made within the restrictions set forth hereabove, and, either (i) at a price determined by current publicly available quotations, or (ii) at competitive prices or interest rates prevailing from time to time, on internationally recognised securities markets or internationally recognised money markets.

The Management Company, on behalf of a Fund, may not grant loans or act as guarantor in favour of third parties.

The Management Company may from time to time impose further investment restrictions as shall be compatible with or in the interest of the shareholders, in order to comply with the laws and regulations of the countries where the shares of the funds are placed.

7) Issue of Shares

Shares of a Fund shall be issued by the Management Company subject to payment therefor to the Custodian within such period thereafter as the Management Company may from time to time determine.

All shares within each Fund have equal rights and privileges. Each share of each Fund is, upon issue, entitled to participate equally with all other shares of such Fund in any distribution upon declaration of dividends in respect of such Fund and upon liquidation of the Fund.

Certificates for shares or confirmations of shareholding shall be delivered by the Management Company, provided that payment therefor has been received by the Custodian.

The Management Company shall comply, with respect to the issuing of shares, with the laws and regulations of the countries where these shares are offered. The Management Company may, at its discretion, discontinue temporarily, cease definitely or limit the issue of shares at any time to persons or corporate bodies resident or established in certain countries or territories. The Management Company may prohibit certain persons or corporate bodies from acquiring shares, if such a measure is necessary for the protection of the shareholders as a whole and the Trust.

The Management company may:

(a) reject at its discretion any application for purchase of shares;

(b) repurchase at any time the shares held by shareholders who are excluded from purchasing or holding shares.

More specifically:

a) The Management Company will not promote the sale of the Trust's shares to the public within the European Union («EU»), or any part of it.

b) None of the shares is registered under the United States Securities Act of 1933, as amended (the «1933 Act»). Except as described below, none of the shares may be offered, sold, transferred or delivered, directly or indirectly, in the United States of America or to any citizen or resident thereof («U.S. Person»).

For the purpose of restricting or preventing the beneficial ownership of Trust shares by any U.S. Person, as defined above, except those U.S. Persons who purchase shares in a private placement, as provided above, the Management Company or its agent may:

(a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in beneficial ownership of such shares by a U.S. Person; and

(b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on, the Register of shareholders to furnish it with any information, supported by an affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a U.S. Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a U.S. Person; and

(c) where it appears to the Management Company that any U.S. Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, compulsorily repurchase or cause to be repurchased from any such shareholder all shares held by such shareholders, in the following manner:

(i) the Management Company or its agent shall serve a notice (the «purchase notice») upon the shareholder appearing in the Register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his address appearing in the books of the Trust. The shareholders shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Management Company or its agent the share certificate or certificates (if any are issued) representing the shares specified in the purchase notice. Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and his name shall be removed from the registration of such shares in the Register of shareholders;

(ii) the price at which each such share is to be purchased (the «purchase price») shall be an amount equal to the per share Net Asset Value of shares in the relevant Fund as at the applicable Dealing Day specified by the Management Company or the Dealing Day following the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with these Management Regulations;

(iii) payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares in the reference currency of the relevant Fund or, in the discretion of the Management Company, in any other freely convertible currency at the rate of exchange for the reference currency of the relevant Fund on the date of payment and will be deposited for payment to such owner with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice)

upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Trust or its assets nor against the Management Company, the Custodian or any other person in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant Fund. The Management Company shall have power from time to time take all steps necessary and to authorise such action on behalf of the Trust to perfect such reversion;

(iv) the exercise by Management Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Management Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Management Company in good faith.

8) Issue Price

The issue price per share of each Fund will be the net asset value per share of each sub-fund determined on the applicable Dealing Day and calculated in accordance with Article 10) hereafter.

Shares of a Fund are issued by the Management Company on every day defined as a «Dealing Day» for such Fund in its relevant Appendix hereto. Any application for purchase of shares received in respect of a specific Dealing Day must be received by the Management Company prior to such time on such Dealing Day as the Management may from time to time decide and any application received after the relevant time shall be deemed to have been received on the next Dealing Day.

After the initial offering of shares of a Fund, the issue price per share of such Fund will be the net asset value per share determined for such Fund on the Dealing Day on which the application for purchase of shares is received or deemed to be received. There may be added to the applicable net asset value a sales charge of up to 3% of such net asset value. Such sales charge shall be retained by the distributors acting in the placement of the shares.

Under certain circumstances, the Management Company has the power to charge a «dilution levy» on the issue price as described hereafter under the Article 14) «Dilution Levy». In any case, the effective dilution levy charged on any Dealing Day shall be identical for all issues effected on such day.

Payment for shares must be made in the currency of the relevant Fund in the form of cash transfer to the order of the Custodian within 4 Dealing Days following the Dealing Day on which the application for purchase of shares was dealt unless otherwise specified in the relevant Fund's Appendix.

9) Share Certificates

Any person or corporate body shall be eligible to participate in a Fund by subscribing for one or several shares, subject, however, to the provisions contained in Article 7) of these Management Regulations. The Management Company shall issue shares in registered form only. Fractions of shares shall be issued up to four (4) decimal places. Such certificates shall carry the signatures of the Management Company and the Custodian, both of which may be in facsimile. In the absence of a request for certificates, investors will be deemed to have requested that no certificate be issued in respect of their shares and a confirmation of shareholding will be delivered instead. Where share certificates are requested a standard charge per certificate will be levied by the Registrar and Transfer Agent to cover the expenses resulting from the issue and the mailing of the certificate.

10) Determination of the Net Asset Value of Shares

The Net Asset Value of Shares of each Fund in the Trust shall be expressed in its reference currency defined in its Appendix as a per share figure.

The Net Asset Value of Shares of each Fund will be determined by the Management Company on each Dealing Day by dividing the value of the assets of the relevant Fund, less the liabilities attributable to it (including any provisions considered by the Management Company to be necessary or prudent) by the total number of Shares of the relevant Fund outstanding and by rounding the resulting amount to the nearest cent of the relevant reference currency. To the extent possible, investment income, interest payable, fees and other liabilities (including management fees) will be accrued.

Unless otherwise provided in the Appendix of the concerned Fund, the assets of the Trust will be valued as follows:

(a) securities listed on a Stock Exchange or traded on any other regulated market will be valued at the last available price on such Exchange or market. If a security is listed on several Stock Exchanges or markets, the last available price at the Stock Exchange or market which constitutes the main market for such securities, will be determining;

(b) securities not listed on any Stock Exchange or traded on any regulated market will be valued at their last available transaction price;

(c) securities for which no price quotation is available or for which the price referred to in (a) and/or (b) is not representative of the fair market value, will be valued prudently and in good faith on the basis of their reasonable foreseeable sales prices;

(d) short-term liquid assets will be valued at their amortised cost;

(e) values expressed in a currency other than the currency of the Fund concerned shall be translated to that currency at the applicable exchange rate.

Funds dealing in markets where the transaction costs are high may apply the cost of dealing to the calculation of the net asset value. In order to maintain a single net asset value for subscriptions and redemptions the net movement of shares for any Dealing Day will determine the method of calculation of the Net Asset Value. Where there are net subscriptions, the dealing costs will be added to the total net assets; in the case where there are net redemptions, the dealing costs will be deducted from the total net assets.

In the event that extraordinary circumstances render such a valuation impracticable or inadequate, the Management Company is authorised, prudently and in good faith, to follow other rules in order to achieve a fair valuation of the assets of the Trust.

For the purpose of determining the assets and liabilities of each Fund there shall be established a pool (each a «pool») of assets for each Fund in the following manner:

(a) the proceeds from the issue of shares of each Fund shall be applied in the books of the Trust to the pool of assets established for that Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such a pool subject to the provisions of this Article;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Trust to the same pool as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

(c) where the Trust incurs a liability which relates to any asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

(d) in the case where any asset or liability of the Trust cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated to all the pools pro rata to the total Net Asset Values of the relevant Funds; provided that all liabilities, whatsoever pool they are attributable to, shall unless otherwise agreed upon the creditors, be binding upon the Trust as a whole;

(e) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any Fund, the Net Asset Value of shares of such Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

11) Suspension of Determination of Net Asset Value

The Management Company may temporarily suspend the determination of the net asset value of a Fund and in consequence the issue, repurchase and conversion (if applicable) of shares of such Fund in any of the following events:

- when one or more Stock Exchanges or markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Fund, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Fund is denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

- when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Management Company, disposal of the assets of the Fund is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the shareholders;

- in the case of a breakdown in the normal means of communication or of the computers used for the valuation of any investment of the Fund or if, for any reason, the value of any asset of the Fund may not be determined as rapidly and accurately as required;

- If, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Fund are rendered impracticable or if purchases and sales of the Fund's assets cannot be affected at normal rates or exchange.

12) Repurchase

Unless otherwise provided in the Appendix relating to a Fund, shareholders may request the repurchase of their shares on any day defined as a Dealing Day for the relevant Fund. Any application for repurchase of shares must indicate the number of Shares to be repurchased and must be received by the Management Company prior to such time on the applicable Dealing Day as the Management Company may from time to time decide and any application received after such time shall be deemed to have been received on the next Dealing Day.

Repurchase will be made at such net asset value per share of the relevant Fund determined on the Dealing Day on which the application for the repurchase of shares is received or deemed to be received. Such repurchase request must be accompanied by the relevant share certificates (if issued).

No repurchase fee will be charged. However, under certain circumstances, the Management Company has the power to charge a «dilution levy» on the redemption price as described hereafter under Article 14) «Dilution Levy». In any case, the effective dilution levy charged on any Dealing Day shall be identical for all redemptions effect on such day.

Repurchase must be made in integral multiples of one share.

Payment of the repurchase price shall be made within 4 Dealing Days following the Dealing Day on which the application was dealt with, provided that the share certificates (if issued) are received by the Management Company.

The Management Company shall ensure that each fund maintains an appropriate level of liquidity, so that under normal circumstances repurchase of the shares of the Fund may be made promptly upon request by shareholders.

If total requests for repurchase on any Dealing Day (the «relevant Dealing Day») are received in respect of a number of shares on any Fund which exceed 5% of the total number of shares of that Fund outstanding on such Dealing Day, the Management Company may, at its discretion, defer all redemption requests pro rata so that the 5% level is not exceeded. Any repurchase requests in respect of the relevant Dealing Day so reduced will be effected in priority to subsequent repurchase requests received on the Dealing Day, subject always to the 5% limit.

The Custodian must make payment only if no statutory provisions, such as exchange control regulations or other circumstances outside the control of the Custodian, prohibit the transfer of the payment of the repurchase price to the country where reimbursement was applied for.

13) Conversions

If several Funds exist and if to the extent permitted and provided in an Appendix hereto relating to each Fund, shareholders wishing to convert shares of one Fund into shares of other Funds and vice versa will be entitled to do so on any Dealing Day of both relevant Funds, or on the next following common Dealing Day, by tendering the Share certificates (if issued) to the Management Company, accompanied with an irrevocable written conversion request.

Any conversion request should specify the number of shares to be converted, provided that the number of Shares to be converted shall be more than the minimum number designated in the appendix of each sub-fund. The number of Shares issued upon conversion will be based upon the respective Net Asset Value of the two Funds on the applicable Dealing Day and shall be calculated as follows:

$$N1 = \frac{NA V2 \times N2}{NA V1}$$

N1: the number of shares to be issued upon conversion

N2: the number of shares requested for conversion

NA V1: Applicable Net Asset Value of shares to be issued upon conversion

NA V2: Applicable Net Asset Value of Shares requested for conversion which is converted into the reference currency of shares to be issued upon conversion at the applicable exchange rate on the applicable Dealing Day.

There will be no conversion charges. However, under certain circumstances, the Management Company has the power to charge a «dilution levy» on the conversion amount as described hereafter under Article 14) «Dilution Levy». In any case, the effective «dilution levy» charges on any Dealing Day shall be identical for all conversions effected on such day.

14) Dilution Levy

Under certain circumstances (for example, large volumes of deals) investment and/or disinvestment cost may have an adverse effect on the shareholder's interest in a Fund or Funds. In order to prevent this effect, called «dilution», the Management Company has the power to charge a «dilution levy» on the issue, redemption and/or conversion of shares of any Fund. If charged, the dilution levy will be paid into the relevant Fund and will become part of the relevant Fund.

The dilution levy for each Fund will be calculated by reference to the costs of dealing in the underlying investment of that Fund, including any dealing spreads, commission and transfer taxes.

The need to charge a dilution levy will depend on the volume of issues, redemptions or conversions. The Management Company may charge a discretionary dilution levy on the issues, redemptions and conversions of shares, if in its opinion, the existing shareholders (for issues) or remaining shareholders (for redemptions) might otherwise be adversely affected. In particular, the dilution levy may be charged in the following circumstances:

- (a) where a Fund is in continual decline (for example, large volume of redemption requests);
- (b) on a Fund experiencing large levels of net issues relative to its size;
- (c) on «large deals». For these purposes, a large deal is defined as 5% of the size of the Fund;
- (d) in any other case where the Management Company is of the opinion that the interests of the shareholders require the imposition of the dilution levy.

In any case, the dilution levy shall not exceed 2% of the net asset value per share.

15) Charges of the Trust

The fees payable to the Management Company, any investment managers and/or investment advisers and the distributors are fixed for each Fund in its relevant Appendix.

The Custodian shall be entitled to receive out of the moneys of each Fund a custodian fee in accordance with usual practice in Luxembourg. Such fee is based on the total net assets of each Fund and is payable monthly. Any reasonable disbursements and out-of-pocket expenses (including without limitation telephone, telex, cable and postage expenses) incurred by the Custodian, and any custody charges of banks and financial institutions to whom custody of assets of a Fund is entrusted, shall be borne by such Fund.

The Trust and the Funds, as appropriate, will bear the following charges:

- all taxes which may be due on the assets and the income of the Trust;
- the reasonable disbursements and out-of-pocket expenses (including without limitation telephone, telex, cable and postage expenses) incurred by the Custodian and any custody charges of banks and financial institutions to whom custody of assets of the Funds is entrusted;
- usual banking fees due on transactions involving securities held in the portfolio of the Funds (such fees to be included in the acquisition price and to be deducted from the selling price);
- the fees and expenses of the Custodian and other banks and financial institutions entrusted by the Custodian with custody of assets of the Funds, and of the Registrar and Transfer Agent, Administrative Agent, Domiciliary Agent and Paying Agent;
- legal expenses incurred by the Management Company or the Custodian while acting in the interests of the shareholders;
- the cost of preparing and/or filing the Management Regulations and all other documents concerning the Trust, including registration statements, prospectuses and explanatory memoranda with all authorities (including local securities dealers' associations) having jurisdiction over the Trust or the offering of shares of the Trust; the cost of preparing, in such languages as are necessary for the benefit of the shareholders (including the beneficial holders of the shares), and distribution annual and semi-annual reports and such other reports or documents as may be required under the applicable laws or regulations of the above-cited authorities; the cost of accounting, bookkeeping and calculation the daily net asset value; the cost of preparing and distributing public notices to the shareholders; lawyers' and auditor's fees; the costs incurred with the admission and the maintenance of the shares on the stock exchanges on which they are listed (if listed); and all similar administrative charges, including, unless otherwise decided by the Management Company, all advertising expenses and other expenses directly incurred in offering or distributing the shares.

All organisational expenses may be amortised over a period not exceeding five years.

16) Accounting Year, Audit

The accounts of the Trust and the Funds are closed each year on 31st December and for the first time on 31st December, 1999.

The Management Company shall appoint an auditor who shall, with respect to the assets of the Trust, carry out the duties prescribed by the law of March 30, 1988 regarding collective investment undertakings.

The Management Company or its appointed agent shall prepare audited annual accounts and unaudited semi-annual accounts for the Trust. The reports shall contain individual financial informations on each Fund expressed in the reference currency of such Fund and consolidated financial information on the Trust, expressed in United States Dollars.

17) Dividends

The distribution policy applicable to each Fund is described in its relevant Appendix.

No distribution may be made as a result of which the net assets of the Trust would become less than the minimum of Luxembourg Francs 50,000,000.- as prescribed by Luxembourg law.

Dividends not claimed within five years from their due date will lapse and revert to the relevant Fund.

18) Amendment of the Management Regulations

The Management Company may, upon approval of the Custodian, amend these Management Regulations in whole or in part at any time.

Amendments will become effective five days after their publications in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

19) Publications

The net asset value, the issue price and the repurchase price per share of each Fund will be available in Luxembourg at the registered office on the Management Company and the Custodian.

The audited annual reports and the unaudited semi-annual reports of the Trust are made available to the shareholders at the registered offices of the Management Company, the Custodian and any Paying Agent.

Any amendments to these Management Regulations, will be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

The amendments and any notices to shareholders may also be published, as the Management Company may decide, in newspapers of countries where the shares of the Trust are offered and sold.

20) Duration of the Trust and the Sub-Funds, Liquidation

The Trust is established for a undetermined period. The Trust may be dissolved at any time by mutual agreement between the Management Company and the Custodian. The Trust will further be dissolved in any cases required under Luxembourg law. Any notice of dissolution will be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and in at least three newspapers with appropriate distribution, at least one of which must be a Luxembourg newspaper.

Issuance, repurchase and conversion of shares will cease at the time of the decision or event leading to the dissolution of the Trust.

The Management Company will realise the assets of the Trust in the best interests of the shareholders and, upon instructions given by the Management Company, the Custodian will distribute the net proceeds of the liquidation, after deducting all liquidation expenses, among the shareholders in proportion of the shares held.

Each Fund is established for a period specified in the appendix relating to such Fund.

By agreement between the Management Company and the Custodian, (i) a Fund may be liquidated at any time and shareholders of such Fund will be allocated the net sales proceeds of the assets of the Fund or (ii) a Fund may be liquidated at any time and shares of another Fund may be allocated to the shareholders of the Fund to be liquidated against contribution in kind of the assets of such Fund (to be valued by an auditor's report) to the other Fund. A liquidation and contribution as contemplated in (ii) can only be made if such liquidation is justified by the size of the liquidated Fund, by a change of the economic or political situation affecting the Fund or is made for any other reason to assure the best interest of the shareholders concerned.

In case of a liquidation as described in (i) above, the effective date of the liquidation will be notified to shareholders by mail or by fax.

In case of liquidation and contribution of a Fund as described in (ii) above, all shareholders of the concerned Fund will receive one-month prior notice of such liquidation by mail.

If the net assets of a Fund fall below USD 3,000,000.- the Management Company will contemplate the dissolution of such Fund.

Until the effective date of the liquidation of a Fund, shareholders may continue to repurchase or convert their shares at the applicable net asset value reflecting provisions made to cover expenses resulting from the liquidation of the relevant Fund.

The liquidation or the partition of the Trust and/or any Fund may not be requested by a shareholder, nor by his heirs or beneficiaries.

21) Statute of Limitation

The claims of the shareholders against the Management Company or the Custodian will lapse five years after the date of the event which gave rise to such claims.

22) Applicable Law, Jurisdiction and Governing Language

Disputes arising between the shareholders, the Management Company and the Custodian shall be settled according to Luxembourg law and subject to the jurisdiction of the District Court of Luxembourg, provided, however, that the

Management Company and the Custodian may subject themselves and the Trust to the jurisdiction of courts of the countries, in which the shares of the Trust are offered and sold, with respect to claims by investors resident in such countries and with respect to matters relating to subscriptions and repurchases by shareholders resident in such countries, to the laws of such countries. English shall be the governing language for these Management Regulations.

These Management Regulations have been executed on 28th October, 1998 and become effective on 28th October, 1998.

Luxembourg, 28th October, 1998

PICTET GLOBAL SELECTION FUND
MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.

BANQUE PICTET
(LUXEMBOURG) S.A.

Management Company

Custodian

F. Faisel

P. A. Eggly

M. Berger

D. Brankaer

Mandataire Commerical Fondé de Pouvoir

Appendix 1

To the Management Regulations of PICTET GLOBAL SELECTION FUND relating to the Fund

PICTET GLOBAL SELECTION FUND - GLOBAL EQUITY FUND

1. Name

PICTET GLOBAL SELECTION FUND - GLOBAL EQUITY FUND (the «Fund»)

2. Objectives and Investment Policy

The objective of this Fund is to offer the opportunity to share in the growth of the world's leading stock markets.

For this purpose, the Fund will mainly be invested in negotiable securities listed on world equity markets. This Fund will be actively managed and the aim of the manager is to outperform the reference index by the allocation of the assets among an adequate selection of equities.

The reference index for this Fund shall be the MORGAN STANLEY CAPITAL INTERNATIONAL («MSCI») World Index (or any other Index that shall be deemed an appropriate comparison for performance purposes by the Management Company).

The Fund may also hold, on an ancillary basis, cash and equivalent short-term money-market instruments which are dealt in on a regular basis and which have a residual maturity not exceeding twelve months.

The Fund may, within the limits specified in the investment restrictions, use derivative instruments and products, and deal in currency forward operations.

Use of the aforesaid techniques and instruments involves certain risks, for example the leveraging effect may have a negative effect on the performance of the Fund, and there can be no assurance that the objective sought from the use of such instruments will be achieved.

The reference currency of the Funds shall be the ECU.

3. Distribution Policy

It is the present intention of the Management Company not to make any dividend distributions.

4. Initial offer of Shares

Shares of the Fund will initially be offered on 28th October, 1998 at an initial issue price of ECU 10 per share, plus sales charge of up to 3% of such issue price payable to distributors. The issue price must be received by the Custodian on 29th October, 1998.

After the initial offering period shares will be issued on each Dealing Day at the applicable net asset value per share.

5. Dealing Day

A «Dealing Day» for the Fund shall mean each day which is a Bank Business Day in Luxembourg.

6. Management Company Fee

The Management Company is entitled to a fee payable quarterly, out of the assets of the Fund, at an annual rate of 0.95% calculated on the basis of the total average net assets attributable to the Fund during the relevant quarter.

7. Management and Investment Advice

The Management Company has appointed PICTET ASSET MANAGEMENT UK Ltd. («PAM») and PICTET ADVISORY SERVICES (OVERSEAS) Ltd («PASO») as investment advisers (the «Investment Advisers») to advise on the investments of the Fund. The Management Company has also delegated, under its overall supervision and control the day-to-day management of the Fund to PAM.

PASO was formed in Nassau, Bahamas, in 1976 with a capital of CHF 150,000.-. Its main function is to gather all worldwide information produced by PICTET's financial analysts and to reformat the reports for PICTET's offshore offices.

PAM is an affiliate of PICTET & Cie, a private Swiss bank, which was founded in 1805. PAM was established in 1980 and manages institutional assets of the PICTET Group. It is regulated by the Investment Management Regulatory Organisation (IMRO).

The fees of the Investment Advisers will be borne by the Management Company out of the fee which it receives from the Fund as described under 6. above.

8. Distributors' Fee

The Distributor outside Japan appointed by the Management Company in connection with the offer of the Fund outside Japan is entitled to fees payable quarterly, out of the assets of the Fund, at an annual rate of 0.95% calculated on

the basis of the total average net assets attributable to the Fund during the relevant quarter. If an Agent Securities Company and Distributor(s) in Japan have been appointed by the Management Company in connection with the offer of the Fund in Japan, they will receive the fees referred to in this paragraph, in respect of the assets of the Fund attributable to the shares sold in Japan and, in respect of such shares, no such fee will be paid to the Distributor outside Japan.

9. Duration

The Fund has been established for an undetermined period.

10. Transitional Provision

With effect from 1st January 1999 all references herein to ECU shall be substituted by references to Euro which means the common currency to be adopted by certain European Union countries under the European Economic and Monetary Union.

Appendix 2

To the Management Regulations of PICTET GLOBAL SELECTION FUND relating to the Fund **PICTET GLOBAL SELECTION FUND - EUROPEAN EQUITY FUND**

1. Name

PICTET GLOBAL SELECTION FUND - EUROPEAN EQUITY FUND (the «Fund»)

2. Objectives and Investment Policy

The objective of this Fund is to achieve long-term capital growth by investing in a diversified portfolio of European equities listed on European exchanges (including the United Kingdom). A strong emphasis is placed on fundamental, analytically-based stock selection. The Fund may invest up to 10% of its net assets in warrants on European equities. The Fund may also invest up to maximum of 10% of its net assets in European companies which are listed on foreign exchanges.

This Fund will be managed by a specialist team and will be benchmarked against the MSCI Europe Index (or any other index that shall be deemed an appropriate comparison for performance purposes by the Management Company).

The portfolio structure may vary from the benchmark, since sector allocation depends on Europe's position within the prevailing macro-economic cycle. The portfolio construction will reflect a preference for stocks offering strong earnings and cash flow progression. Stock selection will, therefore, be based on an appreciation of individual company fundamentals. The investment team will undertake extensive primary company analysis to complement the use of broker research information.

This Fund may hold, on an ancillary basis, cash and equivalent short-term money market instruments which are dealt in regularly and have a residual maturity not exceeding twelve months.

In addition, the Fund may use derivative instruments to enhance the performance of the portfolio or to hedge the portfolio, if it is considered to be in the best interests of shareholders. Such instruments may include, within the limits set forth in the investment restrictions, futures contracts.

Use of the aforesaid techniques and instruments involves certain risks, for example the leveraging effect may have a negative effect on the performance of the Fund, and there can be no assurance that the objective sought to be obtained from the use of such instruments will be achieved.

The reference currency of the Fund shall be the ECU.

3. Distribution Policy

It is the present intention of the Management Company not to make any dividend distributions.

4. Initial offer of Shares

Shares of the Fund will initially be offered on 28th October, 1998 at an initial issue price of ECU 10 per share, plus a sales charge of up to 3% of such issue price payable to distributors. The issue price must be received by the Custodian on 29th October, 1998.

After the initial offering period shares will be issued on each Dealing Day at the applicable net asset value per share.

5. Dealing Day

A «Dealing Day» for the Fund shall mean each day which is a Bank Business day in Luxembourg.

6. Management Company Fee

The Management Company is entitled to a fee payable quarterly, out of the assets of the Fund, at an annual rate of 0.95% calculated on the basis of the total average net assets attributable to this Fund during the relevant quarter.

7. Management and Investment Advice

The Management Company has appointed PICTET ASSET MANAGEMENT UK Ltd. («PAM») and PICTET ADVISORY SERVICES (OVERSEAS) Ltd («PASO») as investment advisers (the «Investment Advisers») to advise on the investments of the Fund. The Management Company has also delegated, under its overall supervision and control the day-to-day management of the Fund to PAM.

PASO was formed in Nassau, Bahamas, in 1976 with a capital of CHF 150,000.-. Its main function is to gather all worldwide information produced by PICTET's financial analysts and to reformat the reports for PICTET's offshore offices.

PAM is an affiliate of PICTET & Cie, a private Swiss bank, which was founded in 1805. PAM was established in 1980 and manages institutional assets of the PICTET Group. It is regulated by the Investment Management Regulatory Organisation (IMRO).

The fees of the Investment Advisers will be borne by the Management Company out of the fee which it receives from the Fund as described under 6. above.

8. Distributors' Fee

The Distributor outside Japan appointed by the Management Company in connection with the offer of the Fund outside Japan is entitled to fees payable quarterly, out of the assets of the Fund, at an annual rate of 0.95% calculated on the basis of the total average net assets attributable to the Fund during the relevant quarter. If an Agent Securities Company and Distributor(s) in Japan have been appointed by the Management Company in connection with the offer of the Fund in Japan, they will receive the fees referred to in this paragraph, in respect of the assets of the Fund attributable to the shares sold in Japan and, in respect of such shares, no such fee will be paid to the Distributor outside Japan.

9. Duration

The Fund has been established for an undetermined period.

10. Transitional Provision

With effect from 1st January 1999 all references herein to ECU shall be substituted by references to Euro which means the common currency to be adopted by certain European Union countries under the European Economic and Monetary Union.

Appendix 3

To the Management Regulations of PICTET GLOBAL SELECTION FUND relating to the Fund

PICTET GLOBAL SELECTION FUND - EUROPEAN BOND FUND

1. Name

PICTET GLOBAL SELECTION FUND - EUROPEAN BOND FUND (the «Fund»)

2. Objectives and Investment Policy

The objective of the Fund is to achieve long-term gains through investment in fixed income and floating rate securities denominated in the currencies of or issued by countries of the European Union and other European countries. The Fund's portfolio include debt securities issued by sovereign entities, supranational organisations, public corporations and private sector companies. The Fund may also invest in asset-backed securities.

The management team will take a fundamental approach to security selection, including macro-economic analysis, yield curve analysis and a degree of credit analysis. The Fund will be invested predominantly in investment grade securities or the equivalent, as defined by major rating agencies.

The Fund may also hold cash and short-term money market instruments within the restrictions set forth under «Management Regulations and Investment Restrictions» above.

In addition, the Fund may use derivatives instruments to enhance the performance of the portfolios or to hedge the portfolio, if it is considered to be in the interest of shareholders. Such instruments may include, within the limits set forth in the investment restrictions, futures contracts, options, warrants and other derivative contracts.

The Fund may use derivative instruments from time to time to hedge or to gain currency exposure which may expose the shareholders to fluctuations in rates of exchange against the reference currency of the Fund. This may have a negative effect on the value of the Fund's assets, irrespective of the behaviour of the underlying securities.

Use of the aforesaid techniques and instruments involves certain risks, for example the leveraging effect may have a negative effect on the performance of the Fund, and there can be no assurance that the objective sought to be obtained from the use of such instruments will be achieved.

The reference index for this Fund shall be the Salomon Smith Barney Government Bond Index (or any other index that shall be deemed an appropriate comparison for performance purposes by the Management Company).

The reference currency of the Fund shall be the ECU.

3. Distribution Policy

It is the present intention of the Management Company not to make any dividend distributions.

4. Initial offer of Shares

Shares of the Fund will initially be offered on 28th October, 1998 at an initial issue price of ECU 10 per share, plus a sales charge of up to 3% of such issue price payable to distributors. The issue price must be received by the Custodian on 29th October, 1998.

After the initial offering period shares will be issued on each Dealing Day at the applicable net asset value per share.

5. Dealing Day

A «Dealing Day» for the Fund shall mean each day which is a Bank Business day in Luxembourg.

6. Management Company Fee

The Management Company is entitled to a fee payable quarterly, out of the assets of the Fund, at an annual rate of 0.50% calculated on the basis of the total average net assets attributable to the Fund during the relevant quarter.

7. Management and Investment Advice

The Management Company has appointed PICTET ASSET MANAGEMENT UK Ltd. («PAM») and PICTET ADVISORY SERVICES (OVERSEAS) Ltd («PASO») as investment advisers (the «Investment Advisers») to advise on the

investments of the Fund. The Management Company has also delegated, under its overall supervision and control the day-to-day management of the Fund to PAM.

PASO was formed in Nassau, Bahamas, in 1976 with a capital of CHF 150,000.-. Its main function is to gather all worldwide information produced by PICTET's financial analysts and to reformat the reports for PICTET's offshore offices.

PAM is an affiliate of PICTET & Cie, a private Swiss bank, which was founded in 1805. PAM was established in 1980 and manages institutional assets of the PICTET Group. It is regulated by the Investment Management Regulatory Organisation (IMRO).

The fees of the Investment Advisers will be borne by the Management Company out of the fee which it receives from the Fund as described under 6. above.

8. Distributors' Fee

The Distributor outside Japan appointed by the Management Company in connection with the offer of the Fund outside Japan is entitled to fees payable quarterly, out of the assets of the Fund, at an annual rate of 0.50% calculated on the basis of the total average net assets attributable to the Fund during the relevant quarter. If an Agent Securities Company and Distributor(s) in Japan have been appointed by the Management Company in connection with the offer of the Fund in Japan, they will receive the fees referred to in this paragraph, in respect of the assets of the Fund attributable to the shares sold in Japan and, in respect of such shares, no such fee will be paid to the Distributor outside Japan.

9. Duration

The Fund has been established for an undetermined period.

10. Transitional Provision

With effect from 1st January 1999 all references herein to ECU shall be substituted by references to Euro which means the common currency to be adopted by certain European Union countries under the European Economic and Monetary Union.

Appendix 4

To the Management Regulations of PICTET GLOBAL SELECTION FUND relating to the Fund

PICTET GLOBAL SELECTION FUND - US BOND FUND

1. Name

PICTET GLOBAL SELECTION FUND - US BOND FUND (the «Fund»)

2. Objectives and Investment Policy

The objective of the Fund is to achieve long-term gains through investment in fixed income and floating rate securities predominantly denominated in the US dollar. The Fund may also from time to time invest in securities denominated in currencies other than the US dollar. The Fund's portfolio may include debt securities issued by sovereign entities, supra-national organisations, public corporations and private sector companies. The Fund may also invest in asset-backed securities.

The management team will take a fundamental approach to security selection, including macro-economic analysis, yield curve analysis and a degree of credit analysis. The Fund will be invested predominantly in investment grade securities or the equivalent, as defined by major rating agencies.

The Fund may also hold cash and short-term money market instruments within the restrictions set forth under «Management Regulations and Investment Restrictions» above.

In addition, the Fund may use derivative instruments to enhance the performance of the portfolio or to hedge the portfolio, if it is considered to be in the best interest of shareholders. Such instruments may include within the limits set forth in the investment restrictions, futures contracts, options, warrants and other derivative contracts.

The Fund may use derivative instruments from time to time to hedge or to gain exposure which may expose the shareholder to fluctuations in rates of exchange against the reference currency of the Fund. This may have a negative effect on the value of the Fund's assets, irrespective of the behaviour of the underlying securities.

Use of the aforesaid techniques and instruments involves certain risks, for example the leveraging effect may have a negative effect on the performance of the Fund, and there can be no assurance that the objective sought to be obtained from the use of such instruments will be achieved.

The reference index for this Fund shall be the Salomon Smith Barney US Dollar Bond Index expressed in ECU (or any other index that shall be deemed an appropriate comparison for performance purposes by the Management Company).

The reference currency of the Fund shall be the ECU.

3. Distribution Policy

It is the present intention of the Management Company not to make any dividend distributions.

4. Initial offer of Shares

Shares of the Fund will initially be offered on 28th October, 1998 at an initial issue price of ECU 10 per share, plus a sales charge of up to 3% of such issue price payable to distributors. The issue price must be received by the Custodian on 29th October, 1998.

After the initial offering period shares will be issued on each Dealing Day at the applicable net asset value per share.

5. Dealing Day

A «Dealing Day» for the Fund shall mean each day which is a Bank Business day in Luxembourg.

6. Management Company Fee

The Management Company is entitled to a fee payable quarterly, out of the assets of the Fund, at an annual rate of 0.50% calculated on the basis of the total average net assets attributable to the Fund during the relevant quarter.

7. Management and Investment Advice

The Management Company has appointed PICTET ASSET MANAGEMENT UK Ltd. («PAM») and PICTET ADVISORY SERVICES (OVERSEAS) Ltd («PASO») as investment advisers (the «Investment Advisers») to advise on the investments of the Fund. The Management Company has also delegated, under its overall supervision and control the day-to-day management of the Fund to PAM.

PASO was formed in Nassau, Bahamas, in 1976 with a capital of CHF 150,000.-. Its main function is to gather all worldwide information produced by PICTET's financial analysts and to reformat the reports for PICTET's offshore offices.

PAM is an affiliate of PICTET & Cie, a private Swiss bank, which was founded in 1805. PAM was established in 1980 and manages institutional assets of the PICTET Group. It is regulated by the Investment Management Regulatory Organisation (IMRO).

The fees of the Investment Advisers will be borne by the Management Company out of the fee which it receives from the Fund as described under 6. above.

8. Distributors' Fee

The Distributor outside Japan appointed by the Management Company in connection with the offer of the Fund outside Japan is entitled to fees payable quarterly, out of the assets of the Fund, at an annual rate of 0.50% calculated on the basis of the total average net assets attributable to the Fund during the relevant quarter. If an Agent Securities Company and Distributor(s) in Japan have been appointed by the Management Company in connection with the offer of the Fund in Japan, they will receive the fees referred to in this paragraph, in respect of the assets of the Fund attributable to the shares sold in Japan and, in respect of such shares, no such fee will be paid to the Distributor outside Japan.

9. Duration

The Fund has been established for an undetermined period.

10 Transitional Provision

With effect from 1st January 1999 all references herein to ECU shall be substituted by references to Euro which means the common currency to be adopted by certain European Union countries under the European Economic and Monetary Union.

Appendix 5

To the Management Regulations of PICTET GLOBAL SELECTION FUND relating to the Fund

PICTET GLOBAL SELECTION FUND - EURO CASH FUND

1. Name

PICTET GLOBAL SELECTION FUND - ECU CASH FUND (the «Fund»). On 1st January 1999 the Fund will change its name to PICTET GLOBAL SELECTION FUND - EURO CASH FUND.

2. Objectives and Investment Policy

The aim of the Fund is to offer investors a high level of capital preservation and a steady income in ECU through investment in a diversified portfolio of liquid, high quality, fixed and floating rate instruments. The portfolio may include fixed income securities such as bonds and bills issued by sovereign or government guaranteed entities, corporations, eurobonds and floating rate securities. The Fund may also invest in debt instruments such as certificates of deposit, commercial paper and bankers' acceptances as well as time deposits.

The Fund may also hold cash and short-term money market instruments within the restrictions set forth under «Management Regulations and Investment Restrictions» above, as well as ancillary liquid assets and money market instruments with a residual maturity of less than twelve months issued by first-class financial institutions.

The reference index of the Fund shall be the Three Months ECU LIBID (London Interbank Bid Rate) (or any other index that shall be deemed an appropriate comparison for performance purposes by the Management Company).

The reference currency of the Fund is the ECU.

3. Distribution Policy

It is the present intention of the Management Company not to make any dividend distributions.

4. Initial offer of Shares

Shares of the Fund will initially be offered on 28th October, 1998 at an initial issue price of ECU 10 per share, plus a sales charge of up to 3% of such issue price payable to distributors. The issue price must be received by the Custodian on 29th October, 1998.

After the initial offering period shares will be issued on each Dealing Day at the applicable net asset value per share.

5. Dealing Day

A «Dealing Day» for the Fund shall mean each day which is a Bank Business day in Luxembourg.

6. Management Company Fee

The Management Company is entitled to a fee payable quarterly, out of the assets of the Fund, at an annual rate of 0.20% calculated on the basis of the total average net assets attributable to the Fund during the relevant quarter.

7. Management and Investment Advice

The Management Company has appointed PICTET ASSET MANAGEMENT UK Ltd. («PAM») and PICTET ADVISORY SERVICES (OVERSEAS) Ltd («PASO») as investment advisers (the «Investment Advisers») to advise on the investments of the Fund. The Management Company has also delegated, under its overall supervision and control the day-to-day management of the Fund to PAM.

PASO was formed in Nassau, Bahamas, in 1976 with a capital of CHF 150,000.-. Its main function is to gather all worldwide information produced by PICTET's financial analysts and to reformat the reports for PICTET's offshore offices.

PAM is an affiliate of PICTET & Cie, a private Swiss bank, which was founded in 1805. PAM was established in 1980 and manages institutional assets of the PICTET Group. It is regulated by the Investment Management Regulatory Organisation (IMRO).

The fees of the Investment Advisers will be borne by the Management Company out of the fee which it receives from the Fund as described under 6. above.

8. Distributors' Fee

The Distributor outside Japan appointed by the Management Company in connection with the offer of the Fund outside Japan is entitled to fees payable quarterly, out of the assets of the Fund, at an annual rate of 0.20% calculated on the basis of the total average net assets attributable to the Fund during the relevant quarter. If an Agent Securities Company and Distributor(s) in Japan have been appointed by the Management Company in connection with the offer of the Fund in Japan, they will receive the fees referred to in this paragraph, in respect of the assets of the Fund attributable to the shares sold in Japan and, in respect of such shares, no such fee will be paid to the Distributor outside Japan.

9. Duration

The Fund has been established for an undetermined period.

10. Transitional Provision

With effect from 1st January 1999 all references herein to ECU shall be substituted by references to Euro which means the common currency to be adopted by certain European Union countries under the European Economic and Monetary Union.

Enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 1998, vol. 513, fol. 67, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(45481/260/885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 1998.

INTERNATIONAL GLOBAL FUND.

Acte modificatif du règlement de gestion

A la suite d'une décision de INTERNATIONAL GLOBAL FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., agissant comme société de gestion du INTERNATIONAL GLOBAL FUND (le «Fonds»), et avec l'accord de BANQUE PICTET (LUXEMBOURG) S.A., agissant comme Banque Dépositaire du Fonds, le règlement de gestion est modifié comme suit:

L'article 6 «Restrictions d'Investissement», 1^{er} paragraphe, est modifié de manière à lire:

Les restrictions décrites ci-dessous s'appliquent au Fonds dans son ensemble, ainsi qu'à chaque compartiment sauf en ce qui concerne la restriction mentionnée sub 1) 3) ci-dessous qui doit s'appliquer au Fonds, tous compartiments réunis.

Par ailleurs, les restrictions mentionnées sub 1) ne s'appliqueront pas aux compartiments dont la politique d'investissement prévoit le placement de 20 % ou plus de leurs actifs nets dans d'autres organismes de placement collectif de type ouvert, pour lequel les restrictions mentionnées sub 3) seront, par ailleurs, spécifiquement applicables.

De même, la restriction mentionnée sub 1) 5) ne s'appliquera pas aux compartiments dont la politique est de constituer un portefeuille équilibré avec la possibilité d'investir une part importante de leurs actifs nets dans d'autres organismes de placement collectif de type ouvert pour lequel les restrictions mentionnées sub 4) seront par ailleurs applicables.

L'article 6 «Restrictions d'Investissement» est complété par un paragraphe sub 4) ayant la teneur suivante:

4) Compartiment «Balancé»

a) Les compartiments pourront investir jusqu'à 35 % de leurs actifs nets en parts d'autres opc de type ouvert ou fermé organisés dans les pays membres de l'Union Européenne, les Etats-Unis, Hong Kong, le Japon, le Canada et la Suisse, aux conditions suivantes:

(i) les compartiments ne pourront pas investir plus de 10 % de leurs actifs nets en parts d'opc non cotés en bourse ou non traités sur un autre Marché Réglementé;

(ii) les compartiments ne pourront pas acquérir plus de 10 % des parts de même nature émises par un même opc. Cette restriction s'applique également au Fonds, tous compartiments réunis;

(iii) les compartiments ne pourront pas investir plus de 10 % de leurs actifs nets en parts d'un même opc.

Toutefois, la restriction mentionnée sub (1) ne sera pas applicable aux investissements dans des opc de type ouvert de même que celles mentionnées sub (ii) et (iii) ne sont pas applicables aux investissements dans des opc de type ouvert qui sont soumis à des exigences de répartition des risques comparables à celles prévues pour les opc luxembourgeois relevant de la Partie II de la loi du 30 mars 1988.

b) Parmi les investissements en autres opc dans la limite du pourcentage ci-dessus mentionné (35 %), les compartiments pourront investir jusqu'à 25 % de leurs actifs nets en parts d'autres opc de type ouvert ou fermé relevant d'une

législation étrangère qui ne sont pas soumis dans leur Etat d'origine à une surveillance permanente exercée par une autorité de contrôle prévue par la loi dans le but d'assurer la protection des investisseurs.

Les compartiments ne pourront cependant investir dans des parts émises par de tels opc que si ceux-ci respectent les conditions;

- (i) d'être promus, conseillés et gérés par des institutions de réputation établie,
- (ii) d'avoir leurs actifs conservés en dépôt par un dépositaire de réputation établie,
- (iii) d'avoir leurs états financiers révisés par un réviseur d'entreprises de réputation établie.

En outre, les restrictions mentionnées ci-dessus sub a) (ii) et (iii) sont applicables aux investissements dans de tels opc, la restriction sub a) (i) n'étant pas quant à elle applicable qu'aux investissements dans des opc de type fermé. Les compartiments ne pourront, par ailleurs, pas investir plus de 10 % de leurs actifs nets en parts de tels opc créés sous une même législation.

Les compartiments investiront en principe leurs actifs nets en parts d'opc ayant comme objet principal le placement de leurs avoirs en valeurs mobilières. Toutefois, dans la mesure où ces opc pourront avoir comme objet principal le placement dans des capitaux à risques élevés ou le placement dans des contrats à terme et dans des options, ils seront soumis à des règles comparables à celles applicables aux opc de droit luxembourgeois du même type.

Les compartiments assureront, par ailleurs, une adéquate diversification des risques en investissant ses actifs nets dans plusieurs opc différents.

Les compartiments ne pourront pas investir dans des opc qui ont pour objet d'investir à leur tour dans d'autres opc. La présente modification du règlement de gestion entrera en vigueur le 26 novembre 1998.

Luxembourg, le 28 octobre 1998.

INTERNATIONAL GLOBAL FUND MANAGEMENT
(LUXEMBOURG) S.A.
Société de Gestion

BANQUE PICTET
(LUXEMBOURG) S.A.
Banque Dépositaire

P. de Fays F. Fasel

M. Berger D. Brankaer

Enregistré à Luxembourg, le 3 novembre 1998, vol. 513, fol. 71, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(45691/052/61) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 1998.

CENACLE HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le quinze septembre.

Par-devant Maître Norbert Muller, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

Ont comparu:

1.- La société de droit irlandais WORLD TRUST HOLDINGS LIMITED, avec siège social à Dublin 2/Irlande, 48, Fitzwilliam Square,

constituée suivant acte en date du 15 mars 1994 et inscrite au registre du commerce et des sociétés de Dublin/Irlande, sous le numéro 214600, en date du 15 mars 1994,

représentée par Monsieur Philip Mark Croshaw, administrateur de sociétés, demeurant à The Avenue, Sark, Channel Islands GY9 OSB,

agissant en sa qualité d'administrateur de la prédite société, fonction à laquelle il a été nommé par l'assemblée générale extraordinaire de la prédite société, en date du 27 juillet 1995 et déclarant, sous sa seule responsabilité, pouvoir régulièrement représenter et engager la prédite société en toutes circonstances, sous sa seule signature,

non présent, ici représenté par Monsieur René Arama, administrateur de sociétés, demeurant à L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare,

en vertu d'une procuration sous seing privé, en date à Dublin du 21 août 1995,

laquelle procuration a été déposée au rang des minutes du notaire instrumentant suivant acte de dépôt en date du 3 juillet 1996, numéro 1062 de son répertoire, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 5 juillet 1996, volume 826, folio 10, case 5; et

2.- La société de droit irlandais VERPRO ELECTRICALS LIMITED, avec siège social à Dublin 2/Irlande, 48, Fitzwilliam Square,

constituée suivant acte en date du 10 novembre 1992 et inscrite au registre du commerce et des sociétés de Dublin/Irlande, sous le numéro 195444, en date du 10 novembre 1992,

représentée par Monsieur Philip Mark Croshaw, administrateur de sociétés, demeurant à The Avenue, Sark, Channel Islands GY9 OSB,

agissant en sa qualité d'administrateur de la prédite société, fonction à laquelle il a été nommé par l'assemblée générale extraordinaire de la prédite société, en date du 15 novembre 1995, et déclarant, sous sa seule responsabilité, pouvoir régulièrement représenter et engager la prédite société en toutes circonstances, sous sa seule signature,

non présent, ici représenté par Monsieur Patrick Arama, employé privé, demeurant à L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare,

en vertu d'une procuration sous seing privé, en date à Dublin du 5 mars 1997,

laquelle procuration a été déposée au rang des minutes du notaire instrumentant suivant acte de dépôt en date du 5 mars 1997, numéro 387 de son répertoire, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 6 mars 1997, volume 830, folio 92, case 11.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme holding qu'ils déclarent constituer entre eux et qu'ils ont arrêté comme suit:

Titre I^{er}.- Dénomination, Siège social, Objet, Durée, Capital social

Art. 1^{er}. Il est formé entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme holding sous la dénomination de CENACLE HOLDING S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être créé par simple décision du Conseil d'Administration des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg, conformément aux statuts.

Lorsque des événements extraordinaires, d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante ou journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée, à compter de ce jour; elle peut être dissoute anticipativement par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modification aux statuts.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans les sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera.

La société peut prêter ou emprunter avec ou sans garantie.

La société peut participer à la création et ou développement de toutes sociétés industrielles ou commerciales et leur prêter tous concours. La société peut acquérir, mettre en valeur et céder tous brevets et licences d'exploitation, ainsi que tous autres droits dérivant de ces brevets ou pouvant les compléter.

D'une façon générale elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du trente et un juillet mil neuf cent vingt-neuf sur les holding companies.

Art. 5. Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,-), représenté par cent (100) actions, de douze mille cinq cents francs (12.500,-) chacune.

Les actions ont été souscrites comme suit:

1.- La société de droit irlandais dénommée WORLD TRUST HOLDINGS LIMITED, prédite, cinquante actions	50 actions
2.- La société de droit irlandais dénommée VERPRO ELECTRICALS LIMITED, prédite, cinquante actions	50 actions
Total: cent actions	100 actions

Toutes ces actions ont été immédiatement et entièrement libérées par des versements en espèces, si bien que la somme d'un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société ce qu'il en a été justifié au notaire.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en titres représentatifs de plusieurs actions.

Titre II.- Administrateurs, Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre. En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants et le ou les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir provisoirement, dans ce cas, l'assemblée générale procède à l'élection définitive lors de la première réunion.

La durée du mandat d'administrateur est de six années.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président. Il se réunit sur la convocation du président ou, à son défaut, de deux administrateurs.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres en fonctions est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par simple lettre, télégramme ou télécopie. Les décisions sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 8. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Art. 9. Le conseil d'administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et pour effectuer les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par la loi ou par les statuts est de la compétence du conseil d'administration.

Il peut notamment, et sans que l'énumération qui va suivre soit limitative, acheter, vendre, échanger, acquérir, et aliéner tous biens meubles et droits; acquérir construire ou prendre à bail, même pour plus de neuf ans, le ou les immeubles nécessaires aux services de la société et aliéner ce ou ces immeubles, s'il échoit, prêter ou emprunter à court ou à long terme avec ou sans garantie; assumer tous engagements de caution; consentir et accepter toutes garanties hypothécaires ou autres avec ou sans clause de voie parée; donner mainlevée, avec renonciation à tous droits réels, privilèges, hypothèques et actions résolutoires, de toutes inscriptions, transcriptions, mentions, saisies et oppositions, sans qu'il soit nécessaire de justifier d'aucun paiement; dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; accorder toutes priorités d'hypothèques et de privilèges; céder tous rangs d'inscription; faire tous paiements, même s'ils n'étaient pas des paiements ordinaires d'administration; remettre toutes dettes; transiger et compromettre sur tous intérêts sociaux; proroger toutes juridictions; renoncer aux voies de recours ou à des prescriptions acquises.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs pour la gestion journalière soit à des administrateurs, soit à des tierces personnes, qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société, sous observation des dispositions de l'article 60 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. Le conseil peut également conférer tous mandats spéciaux, par procuration authentique ou sous signatures privées.

Art. 11. La société est valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature d'un administrateur, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le Conseil d'Administration en vertu de l'article (10) des statuts.

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre. La durée du mandat de commissaire est de six ans.

Titre III.- Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit à l'endroit indiqué dans les convocations, le deux du mois de juin à 10 heures du matin au siège social et ce pour la première fois en mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée est reportée au premier jour ouvrable suivant.

Les assemblées générales, même l'assemblée générale annuelle, pourront se tenir en pays étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront souverainement appréciées par le conseil d'administration. Chaque action donne droit à une voix, sauf restrictions imposées par la loi. Le conseil d'administration fixera les conditions requises pour prendre part aux assemblées générales.

Art. 15. Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour soumis à leurs délibérations, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocations préalables.

Titre IV.- Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre à l'exception du premier exercice qui commence le jour de la constitution et finira le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit.

Art. 17. Le bénéfice net est affecté à concurrence de cinq pour cent (5 %) à la formation ou à l'alimentation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10 %) du capital nominal.

L'assemblée générale décide souverainement de l'affectation du solde. Les dividendes éventuellement attribués sont payés aux endroits et aux époques déterminés par le conseil d'administration et/ou à payer les dividendes en toute autre monnaie que celle dans laquelle le bilan est dressé et à déterminer souverainement le taux de conversion du dividende dans la monnaie du paiement effectif.

La société peut racheter ses propres titres moyennant ses réserves libres. Aussi longtemps que la société détient ces titres en portefeuille ils sont dépouillés de leur droit de vote et de leur droit aux dividendes.

Titre V.- Dissolution, Liquidation

Art. 18. La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 19. La réunion de toutes les actions dans une main entraîne automatiquement la dissolution de la société et en outre a pour effet de faire passer les actifs et passifs de la société entre les mains de l'actionnaire unique.

La preuve de la qualité d'actionnaire unique peut être apportée par tous les moyens, notamment par la présentation de tous les titres.

Disposition générale

Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties s'en réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives, ainsi qu'à la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, à environ soixante mille francs (60.000,-).

Réunion en assemblée générale

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, déclarant se réunir à l'instant en assemblée générale extraordinaire, prennent à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois:

Sont nommés Administrateurs:

1) Monsieur Philip Mark Croshaw, prèdit; et

2) Monsieur James William Grassick, administrateur de sociétés, demeurant à La Colinette, Sark, GY9 OSB Channel Islands; et

3) Monsieur Simon Peter Elmont, administrateur de sociétés, demeurant à La Fregondee, Sark, GY9 OSB Channel Islands.

Leur mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle en l'an 2003.

2.- Le nombre de commissaire aux comptes est fixé à un.

Est nommée commissaire aux comptes:

La société à responsabilité limitée FIDUCIAIRE DU CENTRE S.A., avec siège social à L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle en l'an 2003.

3.- L'adresse du siège social de la société est fixée à L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.

Dont acte, fait est passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus de Nous notaire par nom, prénom, état et demeure, tous ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. Arama, P. Arama, N. Muller.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 18 septembre 1998, vol. 844, fol. 40, case 6. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Thull.

Pour copie conforme, délivrée sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 23 septembre 1998.

N. Muller.

(39769/224/201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 1998.

SOGEFIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 42.917.

—

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration du 18 août 1998

Le domicile de la société est transféré au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg.

Certifié sincère et conforme

SOGEFIN S.A.

Signature

Signature

Administrateur

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 21 septembre 1998, vol. 512, fol. 12, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(39755/795/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 1998.

LOMBARD ODIER INVEST, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

R. C. Luxembourg B 25.301.

—

We are pleased to inform you about a number of changes the Board of Directors of LOMBARD ODIER INVEST has decided:

1) Change of currency of expression to EURO

The currency of expression of

THE EUROPE FUND,

THE EUROPEAN SMALL AND MID CAPS FUND,

THE EASTERN EUROPE FUND,

THE EUROPEAN BOND FUND,

which is currently DEM will, effective on 1 January 1999, change to EURO.

2) Issue of Bearer Shares

The Board of Directors has decided to offer in the future to shareholders the possibility to subscribe bearer shares. This possibility is subject to the amendment of the Articles of Incorporation by an Extraordinary General Meeting of shareholders to be held on 21 December 1998.

3) Redenomination of Distribution Shares

The Board of Directors has decided to refer to the distribution shares as D shares as opposed to B shares currently. This change is also subject to the amendment of the Articles of Incorporation by an Extraordinary General Meeting of shareholders to be held on 21 December 1998.

4) Change of Investment Policies

The Board of Directors has decided to make the following small changes to the investment policies of certain Sub-Funds:

a) SMALLER EUROPEAN CAP

The name of this Fund will be changed to EUROPEAN SMALL AND MID CAPS FUND.

The investment policy of this Sub-Fund will be adjusted so as to provide for investment of at least two thirds of its net assets in equity securities issued by companies incorporated or having their principal place of business in Europe with a capitalisation of the equivalent of up to US\$ 4,000 million (currently US\$ 2,000 million).

b) THE EUROPEAN BOND FUND

As from 21 December 1998, this Sub-Fund will in the future be able to invest in bonds and other fixed or floating rate securities of issuers located not only in the EEA countries but also in Switzerland.

5) Change of the Conversion Fees

As from 21 December 1998 the conversion fee for switches from one Sub-Fund into another Sub-Fund will no longer be subject to the fixed fee of 50US\$ but will be subject to a conversion fee of up to 0.50 % of the value of the shares being converted. Also as from 21 December 1998 and subject to approval by the shareholders at the Extraordinary General Meeting on 21 December 1998, capitalisation shares may be converted into distribution shares and vice versa. No charges will be levied in respect of shareholders wishing to change the category of their shares.

6) General

Shareholders who would not agree with the above changes may continue to redeem their shares without redemption charge.

20 November 1998.

(04440/005/46)

The Board of Directors.

LOMBARD ODIER GERMAN DEVELOPMENT S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-2520 Luxemburg, 39, allée Scheffer.

H. R. Luxemburg B 60.899.

Wir möchten Sie hiermit benachrichtigen, daß die Verwaltungsgesellschaft beschlossen hat, die Transaktionswährung folgender Teilvermögen ab 1. Januar 1999 von DEM auf EURO umzuwandeln:

DEKALOC - European Small and Mid Caps Portfolio

DEKALOC - Eastern Europe Portfolio

DEKALOC - Quality Growth Portfolio

DEKALOC - European Bond Portfolio.

Neue Anteilsbestätigungen, welche den Nettoinventarwert der Anteile in EURO angeben, werden Ihnen 1999 zugesandt.

(04439/005/13)

Die Verwaltungsgesellschaft.

GEM-WORLD, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R. C. Luxemburg B 54.710.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav GEM-WORLD à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 9 décembre 1998 à 11.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 1998
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises
6. Nominations statutaires.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG S.A. à Luxembourg.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des Actionnaires présents ou représentés.

I (04414/755/22)

Le Conseil d'Administration.

40697

UKOZI S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 43.986.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 7 décembre 1998 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 septembre 1998, et affectation du résultat;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 1998;
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

I (04417/005/17)

Le Conseil d'Administration.

LOMBARD ODIER INVEST, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 25.301.

The Shareholders of LOMBARD ODIER INVEST are hereby convened to attend an
EXTRAORDINARY GENERAL MEETING
to be held on 21 December 1998 at 11.00 a.m. at the office of CREDIT AGRICOLE INDOSUEZ LUXEMBOURG, 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

- A) To amend Article 5 paragraph 5 of the Articles of Incorporation by replacing therein «Distribution Shares (category «B» Shares)» by «Distribution Shares (category «D» Shares)».
- B) To amend Article 6 paragraphs 1 and 2 of the Articles of Incorporation by replacing:
 - the first paragraph by the following text:
«The Directors may issue Shares in registered form («Registered Shares») or in bearer form («Bearer Shares») in respect of each class and category of shares.»;
 - the first sentence of paragraph 2 by the following text:
«In the case of bearer Shares, certificates will be in such denominations as the Board shall decide.»
- C) To amend Article 21 paragraph 2 of the Articles of Incorporation by replacing the last sentence of the paragraph by the following text:
«Shareholders may convert Shares of one category into Shares of another category of the relevant class or of another class.»

The meeting shall be validly constituted and shall validly decide on its agenda if at least one half of the shares are present or represented. The items on the agenda shall be passed at the majority of two thirds of the shares present or represented at the meeting and voting.

Proxies should be sent to the registered office of the Fund, at its address above to the attention of Lovisa Eriksson, fax (352) 47 67 35 97, by no later than 5.00 p.m. on 18 December 1998.

The draft text of the proposed amendments of the Articles of Incorporation is available for inspection at the registered office of the Fund and a copy thereof may be obtained on request.

I (04438/005/31)

The Board of Directors.

LUNA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 27.700.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à
l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE
qui aura lieu le 11 décembre 1998 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 30 juin 1997 et 1998.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Délégation et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
5. Divers.

I (04241/795/17)

Le Conseil d'Administration.

CASTILLON INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 13.523.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *10 décembre 1998* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 1998.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

I (04237/795/15)

Le Conseil d'Administration.

EUROGROUPE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 32.759.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *10 décembre 1998* à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mars 1998.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

I (04238/795/15)

Le Conseil d'Administration.

BONVALUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 37.672.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *10 décembre 1998* à 14.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 1998.
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur.
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
5. Divers.

I (04239/795/15)

Le Conseil d'Administration.

AERMI INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 22.424.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *11 décembre 1998* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 1998.
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur.
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
5. Divers.

I (04240/795/16)

Le Conseil d'Administration.

KBC BONDS, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 39.062.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont invités par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

de notre société, qui aura lieu le 9 décembre 1998 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation du bilan, du compte de pertes et profits et de l'affectation des résultats au 30 septembre 1998.
3. Décharge à donner aux Administrateurs.
4. Proposition à l'Assemblée Générale Statutaire de ratifier la cooptation de Monsieur Luc Philips et de Monsieur Ignace Van Oortegem comme Administrateurs en remplacement de Monsieur Jan Vanhevel et de Monsieur Daniel Couvreur, décidées le 9 novembre 1998, sous réserve de l'accord de la BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG.
5. Divers.

Les décisions concernant tous les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Elles seront prises à la simple majorité des actions présentes ou représentées à l'Assemblée.

Chaque action de chaque catégorie donne droit à un nombre de voix proportionnel à la quotité du capital qu'elle représente dans la Sicav, en comptant l'action représentant la quotité la plus faible pour une voix et sans tenir compte des fractions de voix. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée.

Les actions peuvent être déposées jusqu'au 4 décembre 1998 dans toutes les agences de la KREDIETBANK S.A.

I (04396/755/25)

Le Conseil d'Administration.

HABI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 26.594.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 11 décembre 1998 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 30 septembre 1998
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Ratification de la cooptation d'un nouvel administrateur
6. Nominations statutaires
7. Divers.

I (04373/029/20)

Le Conseil d'Administration.

**RITA, REALISATIONS ET INVESTISSEMENTS EN TECHNOLOGIES AVANCEES,
Société Anonyme.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R. C. Luxembourg B 21.736.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont invités à assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 10 décembre 1998 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 30 septembre 1997.
3. Affectation des résultats afférents.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.

Les détenteurs d'actions au porteur devront bloquer leurs titres auprès d'un établissement financier au moins cinq jours francs avant l'assemblée pour pouvoir y assister.

I (04380/528/18)

Le Conseil d'Administration.

40700

AUDHUMLA S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.
R. C. Luxembourg B 31.750.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 décembre 1998 à 17.00 heures au siège de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des bilans et comptes de Profits et Pertes au 30/06/1997 et au 30/06/1998,
3. Affectation du résultat,
4. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes,
5. Ratification de la cooptation d'un Administrateur du groupe B et décharge à accorder à l'Administrateur démissionnaire.
6. Divers.

I (04372/520/18)

Le Conseil d'Administration.

NASCAR FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 37.494.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 décembre 1998 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 30 juin 1997 et 1998
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (04160/795/15)

Le Conseil d'Administration.

VEHICLE S.A., Akteingesellschaft.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 23, avenue Monterey.
H. R. Luxemburg B 48.093.

Die Aktieninhaber sind hiermit eingeladen, der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

die am 2 Dezember 1998 um 16.00 Uhr am Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung, stattfindet, beizuwohnen

Tagesordnung:

1. Geschäftsbericht des Verwaltungsrates und Bericht des Kommissars
2. Billigung des Jahresabschlusses sowie der Ergebnisuweisung per 30. Juni 1998
3. Ratifizierung der Kooptierung eines Verwaltungsratsmitglieds
4. Entlastung an Verwaltungsrat und Kommissar
5. Verschiedenes

II (04161/795/16)

Der Verwaltungsrat.

SOFIRO, SOCIETE DE FINANCEMENT INTERNATIONAL DE ROSARIO S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 3.489.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 2 décembre 1998 à 15.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision à prendre sur la prorogation de la durée de la société pour une période indéterminée;
2. Modification subséquente de l'article 1^{er}, alinéa 4, des statuts;
3. Suppression de l'article 7 des statuts et renumérotation subséquente des articles suivants.

II (04294/006/14)

Le Conseil d'Administration.

40701

DAMIEN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 23.242.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 30 novembre 1998 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 juillet 1998
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (04119/795/15)

Le Conseil d'Administration.

ANNABELLE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 23.502.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 30 novembre 1998 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 juillet 1997 et 1998
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (04120/795/15)

Le Conseil d'Administration.

BALTHAZAR HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 23.222.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 30 novembre 1998 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 juillet 1998
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (04121/795/15)

Le Conseil d'Administration.

CLEMENCE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 23.859.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 30 novembre 1998 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 juillet 1997 et 1998
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (04122/795/15)

Le Conseil d'Administration.

HERITAGE HOLDING COMPANY, Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 26.971.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *December 1st, 1998* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at March 31st, 1994, 1995, 1996, 1997 et 1998
3. Ratification of the co-option of a Director
4. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
5. Miscellaneous

II (04123/795/16)

The Board of Directors.

AMPHORA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 28.247.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *1^{er} décembre 1998* à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 1998
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (04124/795/15)

Le Conseil d'Administration.

BARTOLUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 37.296.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *1^{er} décembre 1998* à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 1998
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (04125/795/15)

Le Conseil d'Administration.

PIOSCOR INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 37.753.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *December 1st, 1998* at 9.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at June 30, 1998
3. Ratification of the co-option of a Director
4. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
5. Miscellaneous

II (04126/795/16)

The Board of Directors.

HELICONIA HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 27.210.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *1^{er} décembre 1998* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 1998
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (04127/795/15)

Le Conseil d'Administration.

EU HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 53.197.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *2 décembre 1998* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation du rapport du liquidateur
2. Désignation d'un commissaire à la liquidation
3. Fixation d'une date pour la tenue d'une nouvelle Assemblée Générale à écouter le rapport du commissaire à la liquidation et à décider la clôture de la liquidation de la société.

II (04129/795/15)

Le Conseil d'Administration.

PALOS S.A., Akteingesellschaft.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 23, avenue Monterey.
H. R. Luxemburg B 48.088.

Die Aktieninhaber sind hiermit eingeladen, der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

die am *2 Dezember 1998* um 9.00 Uhr am Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung, stattfindet, beizuwohnen

Tagesordnung:

1. Geschäftsbericht des Verwaltungsrates und Bericht des Kommissars
2. Billigung des Jahresabschlusses sowie der Ergebniszuweisung per 30. Juni 1998
3. Ratifizierung der Kooptierung eines Verwaltungsratsmitglieds
4. Entlastung an Verwaltungsrat und Kommissar
5. Beschlussfassung über die mögliche Auflösung der Gesellschaft gemäss Artikel 100 des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Gesellschaften
6. Verschiedenes

II (04158/795/18)

Der Verwaltungsrat.

CARAVEL INVESTISSEMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 37.372.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *2 décembre 1998* à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 1998
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (04159/795/15)

Le Conseil d'Administration.

GRANDROS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 23.321.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 2 décembre 1998 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels au 31 juillet 1998.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Nominations statutaires.
6. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
7. Divers.

II (04311/029/20)

Le Conseil d'Administration.

SARA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 37.764.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

aura lieu le 30 novembre 1998 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997.
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur.
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Divers.

II (04313/795/18)

Le Conseil d'Administration.

TOPKAPI S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.
R. C. Luxembourg B 51.559.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 décembre 1998 à 17.00 heures au siège social de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des bilan et compte de Profits et Pertes au 30/06/1998,
3. Affectation du résultat,
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
5. Divers.

II (04350/520/15)

Le Conseil d'Administration.